



Organisation
des Nations unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Bureau de l'UNESCO à Dakar
Bureau Regional

UNESCO DAKAR

RAPPORT ANNUEL

2015

Burkina Faso

Cap Vert

Gambie

Guinée-Bissau

Mali

Niger

Sénégal

SOMMAIRE

Avant-propos **3**

Acronymes **4**

Introduction. 2015: Les défis et réalisations **5**

Éducation **8**

Sciences naturelles **23**

Sciences sociales et humaines **28**

Culture **34**

Communication et information **40**

Rapport financier **44**

AVANT-PROPOS

Chers collègues, amis et partenaires,

Je suis heureuse de partager avec vous le rapport annuel 2015 du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) à Dakar, appuyée pour ce faire par le bureau de Bamako. Date butoir des Objectifs du Millénaire pour le Développement, 2015 a été aussi marqué par l'adoption, en septembre, des Objectifs de Développement Durable, 17 objectifs pour lesquels l'UNESCO aura un rôle important à jouer. Au cours de cette période de transition pour l'agenda international, nous avons continué à soutenir, de manière efficace, les États membres dans notre champ d'action.

Le rapport décrit les réalisations et les programmes élaborés dans les domaines clés, le tout effectué dans un environnement changeant pour l'UNESCO, suite à la récente réforme des bureaux de l'UNESCO en Afrique, avec un accent tout particulier porté sur notre travail de promotion de l'innovation, interdisciplinaire, de partenariats, et d'Unis dans l'action.

2015 a été une année de transition pour l'UNESCO, en particulier en Afrique, où la réforme des bureaux hors-Siège a donné lieu à une redistribution des rôles et fonctions de chacun. Cinq bureaux multisectoriels régionaux ainsi qu'un bureau de liaison sont maintenant en place, et l'UNESCO Dakar est désormais responsable de sept pays (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Sénégal).

Comme décrit dans le présent rapport, l'UNESCO Dakar a démontré sa capacité à gérer les changements, non seulement à travers des projets innovants, mais aussi grâce à de nouvelles méthodes de travail, comme la création d'un service center qui rassemble tous les assistants de programme pour une meilleure efficacité. En outre, nous continuons à travailler dans l'esprit d'Unis dans l'action, en partageant nos locaux avec UNOWAS, pour renforcer notre contribution à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel qui concerne la gouvernance, la résilience et la sécurité.

Je suis très satisfaite des réalisations de l'équipe, celles de Dakar et celles du bureau national à Bamako, dirigé par Lazare Eloundou Assomo, de l'esprit de collaboration qui nous unit, au-delà du Bureau de Dakar, avec les autres bureaux de l'UNESCO et les agences onusiennes, dans le soutien que nous apportons aux États membres dans les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences humaines et sociales, des sciences naturelles, et de la communication et de l'information pour le développement durable.



Ann Therese Ndong-Jatta

Diréctrice du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) à Dakar

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ann Therese Ndong-Jatta', written in a cursive style.

Acronymes

Secteur Éducation

EPT Education pour tous
EFTP Enseignement et formation techniques et professionnels
LNFE Alphabétisation et éducation non formelle
TIC Technologies de l'information et de la communication
Cap EFA Développement des capacités pour l'Éducation pour tous
ODL Enseignement à distance ouvert
LMD Licence-Master-Doctorat
ECM Education à la citoyenneté mondiale
GEL Groupes sur l'éducation locale
PAJEF Projet d'alphabétisation des Jeunes Filles et Jeunes Femmes
INEE Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence
OMD Objectifs du Millénaire pour le développement
ODD Objectifs de Développement Durable
EDD Education au Développement Durable
EFA GMR Rapport mondial de suivi sur l'éducation
IICBA Institut International pour le renforcement des capacités en Afrique
CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAMES Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
ANAQ- SUP Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'enseignement Supérieur du Sénégal
OOAS Organisation Ouest Africaine de la Santé
REESAO Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest

Secteur Sciences naturelles

STI Science technologie et innovation
CILSS Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
GIRE Gestion intégrée des ressources en eau

Secteur Sciences humaines et sociales

MOST Programme pour la Gestion des transformations sociales
CODESRIA Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
AFARD Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement

PG-VGB/DH Programme pour l'éradication des violences basées sur le genre et promotion des droits humains
HRBA Approche basé sur les droits humains
PNJ Politique Nationale de la Jeunesse
MJS Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne
CNJ Conseil National de la Jeunesse du Sénégal
LPSD Lettre de Politique Sectorielle de Développement
PSE Plan Sénégal Emergent
IYF Fondation Internationale pour la jeunesse

Secteur Culture

CERAV Centre Régional pour les arts vivants en Afrique
PCI Patrimoine culturel immatériel
PM Patrimoine mondial
PSMV Plan de sauvegarde et de mise en valeur

Secteur Communication et Information

CSC Conseil Supérieur de la Communication
AMARC Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires – Secteur Afrique
UAR Union africaine de radiodiffusion
HEIC Hautes Etudes en Information et Communication
SYNPICS Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal
PIDC - UNESCO Programme international pour le développement de la communication

Agences de Nations Unies

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
FNUAP Fond des Nations Unies pour la population
UNOWAS Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
UNOWAS HCDH/BRAO Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
OHCHR Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
ONU Femmes Organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



INTRODUCTION

2015: Les défis et réalisations

Photo : UNESCO/M. Sagna

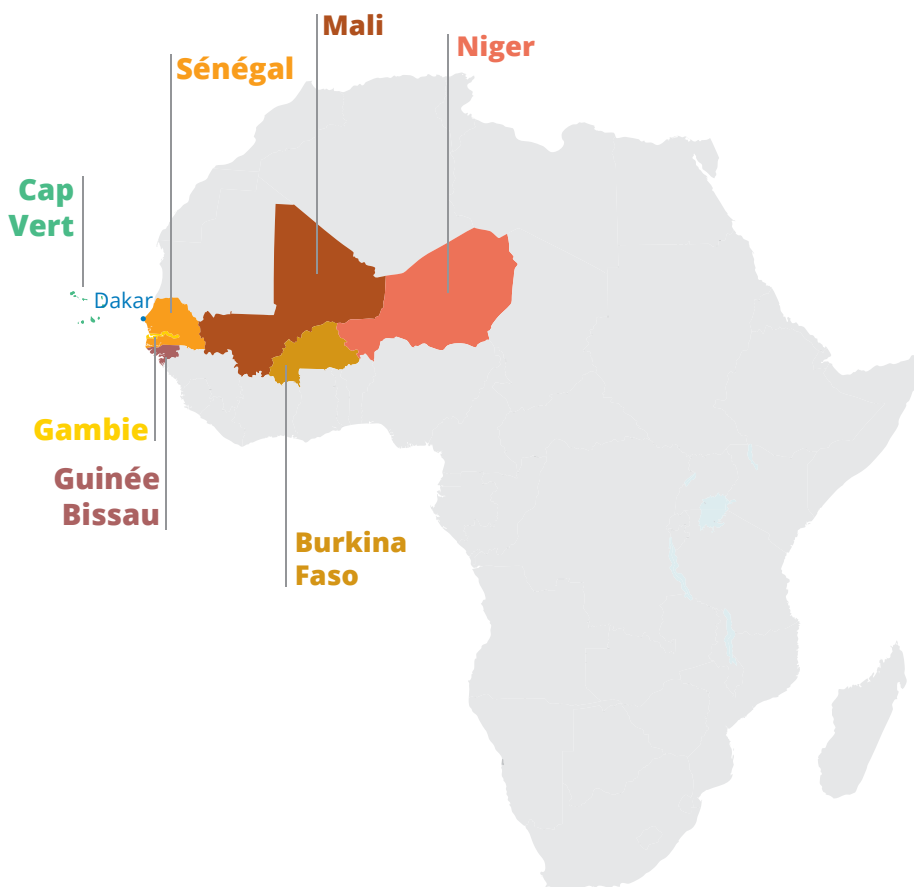
Le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) à Dakar (ci-près UNESCO Dakar), anciennement Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA), couvre tous les secteurs de programme : éducation, sciences naturelles, sciences sociales et humaines, culture et communication et information. Le bureau couvre sept pays, à savoir le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Tout au long de l'année 2015, l'UNESCO Dakar a continué de jouer un rôle de coordination pour un certain nombre de programmes d'éducation en Afrique subsaharienne (ASS), y compris dans les domaines de la politique sectorielle et la planification, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), et de l'élaboration du nouveau programme d'éducation.

En outre, le bureau est chargé de coordonner les interventions du programme phare 6 de la Priorité Afrique à l'UNESCO, promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression et au développement des médias.

En 2015, l'UNESCO Dakar employait 59 personnes (32 agents internationaux, 17 agents recrutés localement et 10 agents temporaires). Ces chiffres comprennent les quatre membres du personnel

travaillant pour la branche subsaharienne de l'Institut statistique de l'UNESCO (ISU). De plus, 23 membres supplémentaires étaient en service à l'Institut international pour la branche régionale de planification de l'éducation ou IPE-Pôle de Dakar qui partage les mêmes locaux que l'UNESCO Dakar. Les activités du Pôle de Dakar et de l'ISU sont rapportées dans le cadre des rapports annuels de leur siège respectivement situés à Paris et à Montréal.



2015 : Une année de changements

2015 a marqué la deuxième année de mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, 2014-2021, de l'UNESCO qui vise à la revitaliser, la rendant plus pertinente aux yeux des États membres et résistante au changement. À cet effet, tous les objectifs stratégiques et les domaines thématiques répondent à deux objectifs primordiaux, en particulier celui de la paix, et celui du développement équitable et durable.








En outre, la nouvelle stratégie opérationnelle pour la Priorité Afrique de l'UNESCO, qui comprend six programmes phares, a commencé en 2014. Cette stratégie opérationnelle est basée sur la Vision de l'Union africaine de l'Agenda 2063, travaillant vers « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, conduite par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». Tout au long de l'année 2015, le bureau de Dakar a été engagé dans la contribution aux six programmes. L'année 2015 était la date limite de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et de ceux de l'Éducation pour tous (EPT). Elle a donc été marquée par des activités de programme visant à : accélérer la mise en œuvre des OMD et des objectifs de l'EPT dans la région ; faire face aux nouveaux thèmes émergents (par exemple, l'éducation à la citoyenneté mondiale) et aux domaines prioritaires (éducation post-élémentaire

et enseignement supérieur) ; organiser des consultations autour du nouveau programme mondial sur les objectifs de développement durable (ODD). L'UNESCO Dakar a été particulièrement actif en 2015 afin de rendre possible les débats sur les examens nationaux et régionaux de l'EPT et sur l'objectif de développement durable lié à l'éducation (ODD) 4 « Education 2030 ».

Les programmes phares de la priorité Afrique

- 1 Promouvoir une culture de la paix et de la non-violence
- 2 Consolider les systèmes éducatifs en vue du développement durable en Afrique : améliorer l'équité, la qualité et la pertinence
- 3 Mobiliser les STI et les connaissances au service du développement socioéconomique durable de l'Afrique
- 4 Favoriser la science pour une gestion durable des ressources naturelles de l'Afrique et la réduction des risques de catastrophe
- 5 Mettre le pouvoir de la culture au service du développement durable et de la paix dans un contexte d'intégration régionale
- 6 Promouvoir un environnement propice à la liberté d'expression et au développement des médias.

Indice de développement humain

	Cap Vert Classement 122/188 - IDH 0.646
	Sénégal Classement 170/188 - IDH 0.466
	Gambie Classement 175/188 - IDH 0.441
	Guinée Bissau Classement 178/188 - IDH 0.42
	Mali Classement 179/188 - IDH 0.419
	Burkina Faso Classement 183/188 - IDH 0.402
	Niger Classement 188/188 - IDH 0.348

Moyenne mondiale - IDH 0,711

Moyenne de l'Afrique sub-saharienne - IDH 0,518

Les challenges du développement dans la région

UNESCO Dakar est responsable des pays qui partagent des problèmes de développement similaires et qui sont situés en bas du classement dans l'indice de développement humain. En 2015, quatre des six pays concernés figuraient parmi les 12 derniers pays à faible développement humain. Ils sont confrontés à de nombreux défis tels que la pauvreté endémique, le chômage (en particulier chez les jeunes), l'accès inéquitable aux services sociaux de base, le changement climatique et les dégradations environnementales qui en découlent. En outre, plusieurs pays sont confrontés à des problèmes de sécurité, y compris les crises politiques, le terrorisme et la guerre. Le Cap Vert est le seul pays appartenant à la catégorie des « pays à revenu intermédiaire (PRI) ».

Ces défis conduisent à des priorités de développement national commun relatif à la construction de la paix et/ou à sa consolidation, au développement d'une « masse critique » de ressources humaines hautement qualifiées pour accélérer le développement des pays, à la promotion de la protection sociale, à l'amélioration de l'accès à cette dernière et à la qualité des services sociaux de base, y compris l'éducation.



Le mission de l'UNESCO Dakar

Toutes les activités sont menées en partenariat avec les gouvernements et autres partenaires du développement, en particulier l'ONU, les partenaires techniques et financiers et la société civile pour s'assurer d'un impact tangible et durable.

Pour relever ces défis, en 2015, le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar a basé son travail sur les principes directeurs suivants :

Veiller à ce que l'éducation, les sciences naturelles, les sciences humaines et sociales, la culture, la communication et l'information soient placées en tête des priorités du programme de développement des États membres.

Élaborer des documents sur les principales orientations de l'Organisation dans ses domaines de compétence pour les pays couverts par le Bureau et sur l'éducation en Afrique sub-saharienne.

Faire coïncider les activités de l'UNESCO à Dakar aux besoins exprimés par les États membres dans la région.

Promouvoir les partenariats et veiller à ce que les gouvernements, les organisations régionales et internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG), les autres bureaux de l'UNESCO en Afrique, les commissions nationales pour l'UNESCO, les agences des Nations Unies (ONU), l'Union africaine, la communauté internationale et la société civile alignent et harmonisent leurs efforts pour l'émergence d'une Afrique pacifique et prospère.

ÉDUCATION

Favoriser les possibilités
d'apprentissage de qualité pour tous
et tout au long de la vie



Contexte : des systèmes éducatifs et d'apprentissage de qualité médiocre qui empêchent le développement des programmes

Les pays relevant du mandat du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar (UNESCO Dakar) ont réalisé des progrès notables en termes d'amélioration de l'accès à l'éducation de base. Cela étant dit, à la fin de l'ère de l'EPT, les pays étaient encore loin d'atteindre les six objectifs de l'EPT, à l'exception du Cap Vert qui est proche d'un enseignement primaire ouvert à tous.

Les faibles performances des pays de la région dans la réalisation des objectifs de l'EPT se reflètent dans leur faible classement sur l'indice de développement de l'EPT de l'UNESCO (IDE) où tous les pays de la sous-région, sauf le Cap Vert, se retrouvent en bas de l'indice de développement EPT (IDE).

En effet, un grand nombre de défis persistent, essentiellement en ce qui concerne la gouvernance (la responsabilité, les finances, la gestion et la coordination), la qualité (les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage, et l'évaluation), l'inclusion (les filles et les femmes, les enfants non scolarisés, et les population vulnérables) et la pertinence (le développement des compétences, y compris l'éducation à la paix, la citoyenneté responsable, le développement durable et une vie en bonne santé).

Afin de soutenir les pays dans le développement de leurs systèmes d'éducation et d'apprentissage, les interventions de l'UNESCO à Dakar, en 2015, se sont focalisées sur le dialogue politique, le plaidoyer, les conseils techniques et le développement des capacités autour des questions de (i) l'approche sectorielle globale à l'éducation, (ii) l'autonomisation des populations défavorisées, (iii) le développement des ressources humaines dans le secteur de l'éducation, (iv) le développement des compétences, et (v) l'avancement du nouveau programme d'éducation « Education 2030 ».



Les **Centres Al-Azhar** au Sénégal fournissent un programme complet d'éducation en français et en arabe, incluant tous les niveaux scolaires des écoles coraniques (ou Daraas) jusqu'au niveau universitaire (à savoir l'Université Cheikh Ahmadou Bamba ou UCAB). Les liens administratifs et fonctionnels ont été établis sur le modèle formel d'éducation pour répondre à la nécessité d'une certification pour assurer des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Pour plus d'informations : http://www.unesco.org/new/fr/dakar/about-this-office/single-view/news/the_al_azhar_model_an_example_of_social_and_economic_integration_in_Sénégal/#_V00K3U314cA

Fille dans une classe du centre d'excellence Al-Azhar. Photo: UNESCO/ H. Marchand

Une approche sectorielle globale pour améliorer l'impact des programmes d'éducation

En 2015, l'UNESCO Dakar a franchi une étape importante dans le processus d'approche sectorielle globale du développement de l'éducation, notamment en améliorant les synergies entre ses programmes d'éducation formels et informels au profit des systèmes éducatifs des pays. L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), l'alphabétisation et l'éducation non formelle (AENF) et les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les programmes d'éducation ont combiné leurs efforts et ressources pour accroître l'impact sur les stratégies et activités nationales (du niveau micro à celui macro) dans une perspective à long terme, et pour mieux soutenir l'intégration sociale et économique des jeunes et des adultes.

Une étude diagnostique nationale a été menée au Sénégal, qui a mis en évidence les forces et faiblesses qui lient l'EFTP à l'AENF. En outre, dans le but d'étendre ce diagnostic sur l'EFTP et l'AENF pour répondre aux besoins de développement des pays, une note technique a été élaborée pour clarifier concept, stratégie et méthodologie et pour fournir les outils nécessaires à l'entreprise d'un tel travail de diagnostic au niveau national.

Deux autres études similaires, l'une sur le système d'éducation « Al-Azhar » (au Sénégal) et l'autre sur l'utilisation des TIC dans les programmes d'alphabétisation dans les pays du Sahel ont été menées. Ces études ont été présentées et validées lors d'un premier atelier national avec le Sénégal (Avril 2015). Suite à ce premier atelier, un atelier sous régional a été organisé à Dakar (mai 2015) pour les pays de la région du Sahel (Burkina Faso, Cap Vert, Guinée Bissau, Mali, Niger et Sénégal).

Les travaux visant à améliorer la synergie entre les programmes d'éducation formels et informels ont produit, entre autres, les résultats suivants : renforcement des

capacités pour 41 décideurs politiques et des représentants des sous-secteurs de l'EFTP et l'AENF, des organisations de la société civile et des ONG impliquées dans le processus de renforcement de la synergie entre ces deux sous-secteurs; deux documents clés de référence validés pour le Sénégal (diagnostic national sur la synergie entre l'EFTP et l'AENF ; enquête sur le système Al-Azhar) ; un document clé de référence harmonisé pour la région du Sahel (note technique sur la synergie entre l'EFTP et l'AENF) ; six études diagnostiques préliminaires nationales validées sur la question de la synergie entre l'EFTP et l'AENF; près de 20 expériences identifiées (et

les résultats préliminaires partagés) sur l'utilisation des TIC dans l'éducation et l'alphabétisation et / ou l'EFTP ; renforcement des capacités de mobilisation des ressources (collecte de fonds) au niveau national ; feuilles de route nationales et principales recommandations validées pour renforcer davantage cette synergie au niveau national (par exemple, des réunions pour surveiller le processus et la mise en œuvre des feuilles de route qui seront réalisées, et une plate-forme numérique sur « l'échange de pratiques » à mettre en place pour faciliter le partage d'expériences et le travail collaboratif à distance). Pour consolider cette approche d'une synergie renforcée et soutenue par une analyse fondée sur des preuves, une ONG sénégalaise « Village Pilote », reconnue pour son travail prometteur, a été sélectionnée et un support spécifique a été prévu afin de mettre en évidence les besoins de transformation et afin de développer un modèle pour le pays et la sous-région d'une telle approche novatrice : les résultats d'un budget prévisionnel ont été compilés et analysés grâce à l'interaction de l'ONG et du comité national interministériel.

De plus, l'expérience acquise dans le processus de renforcement des synergies entre l'EFTP, l'AENF et les TIC, a été exploitée et utilisée pour élaborer un programme intersectoriel novateur pour les pays de la région du Sahel. Les bureaux de l'UNESCO à Dakar et de Bamako en collaboration avec le secteur Education du siège ont, par exemple, développé un partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour soutenir la mise en œuvre d'une feuille de route commune pour une action au Mali. Cette collaboration a conduit à la mise en place d'un soutien financier et technique commun qui a permis de développer les capacités nationales, en matière de planification de l'EFTP, et qui a rassemblé 12 ministères chargés du développement des compétences au Mali. Grâce à ce partenariat qui soutient le système d'EFTP du Mali, un document de stratégie nationale, pour le développement et la planification de l'EFTP, a aussi été finalisé afin de permettre une coordination nationale accrue, une planification cohérente des trois prochaines années, et une collecte de fonds. Ce processus a été validé à un niveau politique élevé (Premier ministre) et en présence d'un large éventail de partenaires techniques et financiers, nationaux et internationaux, lors d'une table ronde tenue en février 2015.



Des jeunes formés à Village Pilote. Photo : UNESCO/G. Paradiso

TIC dans l'éducation

L'utilisation des TIC dans l'éducation est devenue l'un des points clefs de son développement dans les pays du Sahel, particulièrement en ce qui concerne leur potentiel dans les programmes d'alphabétisation. L'UNESCO Dakar a mis l'accent dans ce domaine, se servant de son expérience passée sur l'utilisation des TIC

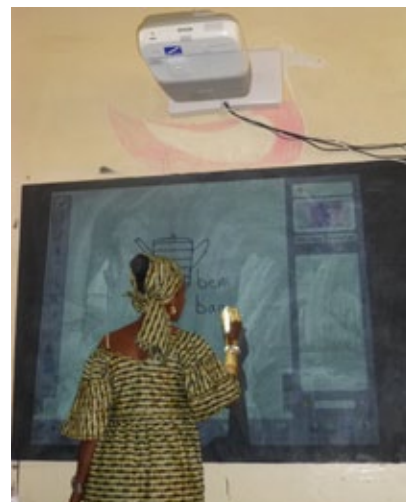


Tableau numérique du kit Sankoré utilisé dans la salle de classe.
Photo : UNESCO

dans l'éducation, notamment par le biais des tableaux numériques (Kits « Sankoré »), des téléphones mobiles et des applications Internet dans les langues locales, utilisés dans le projet d'alphabétisation pour les femmes et les filles (PAJEF). Une étude a été lancée afin de recenser et analyser les expériences récentes sur l'utilisation des TIC dans les pays du Sahel, couverts par l'UNESCO à Dakar, dans les programmes d'alphabétisation en particulier, et dans les programmes de développement social et économique de manière plus générale. L'étude a été réalisée par l'ADEA (conjointement par leurs groupes de travail sur les TIC dans l'éducation et l'alphabétisation et dans l'éducation non formelle) avec le soutien de l'UNESCO et ses principales conclusions ont été présentées lors d'un atelier sous régional. Un document de synthèse a été préparé afin de mieux comprendre le niveau d'intégration des TIC dans les programmes d'alphabétisation dans les pays du Sahel.

Des ateliers de formation ont également été menés dans ces pays et des alphabétiseurs ont été sélectionnés et formés, à l'installation et l'utilisation de ces kits Sankoré, en vue de tester cette nouvelle technologie et de fournir les bases pour étendre l'expérience. L'UNESCO Dakar a fait don de cinq tableaux numériques (Sankoré Kits) aux institutions compétentes du Cap Vert, de la Gambie et de la Guinée-Bissau afin qu'elles acquièrent une expérience pratique dans l'utilisation des TIC pour la formation des professeurs/classes d'alphabétisation. Un plan d'action de suivi et un plan d'entretien ont été finalisés. En outre, une équipe nationale a été mise en place dans chaque pays pour sélectionner des modules dans les langues locales et pour proposer une stratégie afin d'élargir l'expérience. Cette activité a également contribué à renforcer la stratégie 2014/15 du bureau de Dakar de synergie entre les sous-secteurs de l'EFTP et l'AENF, en portant un accent particulier sur les TIC.

L'UNESCO a également soutenu le Niger et le Sé-

négal dans la préparation du Plan d'accélération de l'alphabétisation et l'éducation non formelle (AENF) dans le cadre du « Big Push » pour l'EPT.

Dans le domaine de la politique sectorielle et de la planification, un soutien technique a été fourni à la Guinée-Bissau pour le développement d'un modèle de simulation de politique sectorielle et pour l'élaboration d'une politique concernant le secteur de l'éducation et d'un plan stratégique sur 10 ans.

L'UNESCO Dakar a participé activement à l'analyse du secteur de l'éducation conjointe et des groupes locaux d'éducation (GLE) du Sénégal et de la Gambie. A travers les GLE de la Gambie, l'UNESCO Dakar a contribué à la formulation de leur politique du secteur de l'éducation, ainsi qu'à l'analyse du sous-secteur de l'éducation non formelle et à son intégration dans la

politique d'éducation sectorielle.

Une réunion de consultation et d'échanges entre les pays de la sous-région a été organisée par l'UNESCO Dakar, avec la participation du Mali, du Niger, du Burkina Faso, de la Gambie, du Sénégal, du Nigeria et du Rwanda (via téléconférence), où les stratégies pour la planification globale des cycles d'éducation de base étendue au niveau des pays ont été discutées et où des recommandations ont été émises en vue de la préparation du Guide de planification pour une éducation de base étendue.

Un logiciel scolaire, qui sera mis à l'essai dans un certain nombre d'écoles, a été développé pour permettre aux écoles et aux communautés de mieux gérer leurs ressources et leurs performances.

Renforcer la résilience et l'autonomisation des groupes défavorisés

Réduire les inégalités des genres au Niger

L'UNESCO Dakar a débuté en mai 2015, un projet de 12 mois intitulé « lutte contre les inégalités des genres dans le système d'éducation au Niger » (financé par le Japon), incitant 14 écoles du district de Torodi (région de Tillabéri), du niveau primaire et premier cycle du secondaire, à améliorer la participation des filles et des femmes dans l'éducation, et, éventuellement, à renforcer le système d'éducation du Niger pour un développement socio-économique durable.

Le projet a été conçu pour contribuer à la mise en œuvre du Programme de développement du secteur de l'Éducation et de la formation 2014-2024, qui établit les objectifs de la stratégie nationale pour l'éducation des filles. Grâce à une analyse approfondie des environnements d'apprentissage, au projet pilote de renforcement des capacités, aux activités de sensibilisation, et aux synergies entre les principaux acteurs dans ce domaine, ce projet a contribué à : améliorer l'environnement d'apprentissage pour le rendre plus adapté aux filles et propice à l'apprentissage ; développer la capacité des enseignants féminins afin qu'elles deviennent des modèles pour les filles ; développer les capacités institutionnelles des administrateurs scolaires pour assurer une mise en œuvre efficace



Des jeunes filles de la commune de Torodi bénéficiaires du projet « lutte contre les inégalités des genres dans le système d'éducation au Niger ». Photo : UNESCO/Djingarey



Affiche du projet « La lutte contre les inégalités entre les sexes dans le système éducatif du Niger » pour améliorer la participation des femmes dans l'éducation. UNESCO/J. Jatta.

des stratégies, des politiques et des programmes relatifs à l'égalité des genres ; sensibiliser les acteurs clés de l'éducation à la question de l'égalité des genres à travers l'information et le plaidoyer ; et à encourager la persévérance scolaire des filles.

Une conférence avec les acteurs locaux de l'éducation a eu lieu à Torodi et une large enquête a permis d'avoir une idée précise du contexte local et des défis concernant l'éducation des filles, y compris les besoins en formation des enseignantes afin qu'elles soient des modèles pour les filles et les stratégies permettant de retenir les filles à l'école. 85 enseignantes affectées dans les 14 écoles cibles, ainsi que six conseillers pédagogiques ont été formés sur les questions de genre et leurs capacités de communication ont également été renforcées afin qu'ils

soient en mesure de diffuser des messages clés pour le changement de comportement. Du matériel de base a également été fourni aux enseignants formés tels que des programmes scolaires et des dictionnaires. Afin d'avoir un impact sur l'année scolaire, débutant en octobre 2015, et pour assurer la viabilité du projet, un plaidoyer et des activités de sensibilisation ont été organisés dans la zone d'intervention ciblée, afin d'obtenir l'engagement des acteurs concernés, en particulier au niveau communautaire, pour promouvoir l'accès et le maintien des filles à l'école. 36 filles les plus douées dans les 14 écoles sélectionnées ont été récompensées par des kits, comprenant des manuels et des fournitures, ainsi que des cartables afin de les encourager à poursuivre leurs études.

L'éducation d'urgence pour accroître la résilience au Mali

De par sa situation au cœur de la région du Sahel, le Mali est confronté à des niveaux extrêmes de vulnérabilité. Il est exposé à des catastrophes liées à l'imprévisibilité du climat, à l'insécurité alimentaire et aux conflits.

Sachant que l'éducation fournit les compétences de base de survie et contribue à renforcer la résilience, plus de la moitié de la population des jeunes dans le pays est non scolarisée et souffre donc d'un manque de cette éducation de base et/ou de compétences professionnelles.

En réponse à ces problèmes, un projet a été lancé en vue d'apporter aux jeunes les plus vulnérables, dans les régions touchées par les conflits (Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal), au centre et au nord du Mali, les connaissances et les compétences nécessaires pour faire face aux situations difficiles, de manière à renforcer la résilience dans le système éducatif. Le projet a été financé par le Japon, à hauteur de 500 000 dollars américains, et mis en œuvre par le bureau de l'UNESCO à Bamako en collaboration avec celui de Dakar de mai 2014 jusqu'en septembre 2015.



L'objectif général du projet, conformément à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour la région du Sahel, visait à « intégrer les plans et les interventions humanitaires et de développement pour renforcer la résilience à long terme ». Pour parvenir à cet objectif, le projet tien pour but :

d'apporter les compétences nécessaires au renforcement

de la résilience et des réponses aux changements

climatiques, dans les structures d'éducation

formelle, non formelle et informelle,

par le biais des programmes de

l'enseignement et la formation

techniques et professionnels

(EFTP), et de renforcer les capacités

du système éducatif par

l'intégration et l'adaptation des

principes sur la prévention des

catastrophes et l'atténuation

des conflits (en utilisant les

normes minimales du Réseau

Inter-agences pour l'éducation

en situations d'urgence (INEE),

dans leurs stratégies d'enseignement

et d'apprentissage.

Ce projet a ainsi permis, au ministère de l'Éducation et à ses partenaires, de sensibiliser sur les questions de l'éducation à la paix et de revoir les programmes pour l'introduction ou la revitalisation de la notion d'éducation à la paix dans toutes les écoles au Mali.

Renforcer les compétences sociales et professionnelles des jeunes non scolarisés

Mettre en œuvre les principes d'éducation à la paix pour aider les gens à apprendre à vivre ensemble

Renforcer le développement des capacités dans la gestion des catastrophes à l'école et autres paramètres d'apprentissage

Le problème des enseignants : mettre l'accent sur la formation des enseignants et sur les cadres de qualification

L'UNESCO Dakar a entrepris différentes interventions concernant la question des enseignants car c'est un des facteurs fondamentaux pour une éducation de qualité. S'appuyant sur des activités initiées en 2014, l'accent a été mis en 2015 sur la poursuite de la formation des enseignants et sur celle des programmes de formation professionnelle et sur le développement des cadres de qualifications nationaux et régionaux. D'importants résultats ont ainsi été obtenus grâce aux programmes de renforcement des capacités pour la formation des enseignants au Burkina Faso, au Mali, au Niger et en Guinée-Bissau et grâce à la collaboration avec des instituts spécialisés de l'UNESCO et des organisations partenaires.

Un cadre de qualification national et régional

En collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Abuja, l'UNESCO Dakar a fourni un appui aux pays de la région de la CEDEAO visant à harmoniser la préparation des enseignants et la formation professionnelle et à promouvoir la réforme de l'éducation de base des -10 ans. Ce soutien s'est basé sur un travail initié il y a deux ans, afin d'identifier les tâches et les compétences clés requises chez les enseignants de l'éducation de base dans neuf pays pilotes de la région de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Niger, Nigeria, Sénégal et Togo). Un atelier, organisé en juillet 2015, a donné lieu à l'adoption d'une liste commune de tâches essentielles et de compétences attendues de la part des enseignants d'éducation de base. Cette réalisation est une étape clé dans le projet commun des cadres de qualification nationaux et régionaux (CNQ / CRQ) pour les enseignants menés par l'UNESCO Dakar en partenariat étroit avec la Task Force internationale sur les enseignants pour l'EPT, AFTRA, CONFEMEN, ADEA, OIF/AUF / IFADEM, l'Union africaine, ainsi que d'autres entités de l'UNESCO (UNESCO Abuja et IIRCA). Ces cadres de qualifications pour les enseignants aideront à reconnaître l'enseignement comme une profession à part entière, avec des parcours de formation et de car-



Projet pour l'alphabétisation des femmes PAJEF. Photo : UNESCO/A. Muller

rière clairs, ainsi qu'à reconnaître leurs compétences. La feuille de route, adoptée en juillet 2015 par toutes les organisations partenaires et les pays pilotes, identifie de nouvelles mesures et de nouveaux partenariats pour une finalisation réussie des normes professionnelles communes, au sein de la CEDEAO, pour les enseignants de l'éducation de base.

La formation des enseignants et des programmes de perfectionnement professionnel continu

Au Burkina Faso, les principales réalisations du programme de support CapEFA en 2015 sont les suivantes: formulation de la stratégie de communication et de plaidoyer pour la réforme des programmes adoptée récemment (2015) ; formation de 70 nouveaux enseignants à l'utilisation des nouveaux guides de l'enseignant (2015) ; formation continue de 50 enseignants post-primaire ; élaboration de lignes directrices et manuels pour la deuxième année du cycle de l'Éducation de base (2015) ; formation du personnel de l'information et des journalistes de trois ministères chargés de l'éducation aux techniques de plaidoyer, de communication et du web.



Formateur sollicitant les participants à la formation des enseignants à Buba, en Guinée-Bissau. Photo : UNESCO/M. Sagna

En ce qui concerne le projet Monaco, l'UNESCO Dakar, en collaboration avec l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA), a renforcé les capacités des formateurs et des superviseurs d'enseignement à l'ENS/UK ; l'IDS et l'INFTS (trois instituts de formation des enseignants burkinabés), pour produire en ligne des modules d'apprentissage à distance pour leurs pairs. Cette activité a donné lieu à la production de quatre modules d'auto-apprentissage disponibles sur Internet, téléphone portable, tablette ou clé USB. 250 exemplaires des quatre modules d'auto-apprentissage ont été remis aux trois instituts de formation. Ces modules portent sur l'enseignement des sciences, des mathématiques et de la technologie, la pédagogie des grands groupes, les genres et l'inclusion des apprenants ayant des besoins éducatifs spéciaux et l'intégration pédagogique des TIC. (Tous sont disponibles sur <http://unescoafrika.org/formateursbkf/>.) S'adaptant à une situation post-conflictuelle, le programme CapEFA au Mali a donné lieu à plusieurs

Le plaidoyer et la supervision technique efficace ainsi que la collaboration de l'UNESCO ont influencé la décision du Japon à relancer le programme financé par leurs soins pour le développement d'un Centre de formation d'excellence pour les femmes enseignantes au Mali (Institut de formation des enseignants de Kati), qui avait été fermé peu après le coup d'Etat militaire en Mars 2012.

résultats importants au cours de l'exercice biennal 2014-2015. Ces résultats comprennent : i) l'élaboration, la validation et la diffusion de cinq modules de formation thématiques pour la formation des enseignants ; ii) la formation intensive des enseignants, des inspecteurs et des superviseurs sur des thèmes prioritaires identifiés par le ministère de l'Éducation (par exemple la lecture, l'écriture et l'enseignement des mathématiques, l'évaluation de la performance des élèves, l'inspection, l'appui au conseil de surveillance et la gestion de l'école pendant la crise et post-crise) ; iii) la formation intensive de l'Institut supérieur de formation et de recherche appliquée (ISFRA) au logiciel SPSS (ensemble de statistiques pour les sciences sociales) ; iv) la production d'une étude globale sur la question des enseignants au Mali coparrainée par l'UNICEF. Cette étude vise à prévoir le développement de l'éducation des dix prochaines années (PRODEC) qui couvriront la période 2017 - 2027. En 2015, lors de sa phase de mise en œuvre, le programme CapEFA au Niger a appuyé l'élaboration d'une base de

données pour la gestion des ressources humaines et la formation des agents chargés de la gestion des ressources humaines (26 fonctionnaires du ministère chargé de la gestion des ressources humaines ont été formés à l'utilisation de la base de données) et l'introduction des langues nationales dans les programmes de formation des enseignants, y compris la formation des enseignants et le mécanisme de suivi de cette réforme. Le programme a également appuyé l'élaboration d'un plan stratégique et la formation des enseignants sur la sensibilisation au genre, sur les mathématiques, les sciences et la technologie, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs nationaux et des structures ministérielles en charge de la communication.

Avec le soutien des Fonds-en-dépôt italiens (ITIF), l'UNESCO Dakar mis en œuvre la deuxième phase du projet intitulé « Amélioration de la qualification des enseignants et mise en place d'un système pour la gestion des résultats d'apprentissage en Guinée-Bissau » pour aider à la reconstruction du système d'éducation de base en Guinée-Bissau. Le projet visait à remédier à la pénurie d'enseignants qualifiés dans l'éducation de base grâce à une meilleure mise en service des programmes de formation initiale et continue. En 2015, ce projet a joué un rôle essentiel en ce qui concerne la question de la formation initiale des enseignants, alimentant la discussion et les réflexions sur la certification de la formation des enseignants et sur le contenu des programmes des instituts de formation des enseignants. Suite à ces échanges des recommandations ont été faites concernant l'amélioration des programmes et des contenus, y compris concernant les pratiques d'enseignement ainsi que de nouvelles propositions pour la formation des enseignants du primaire, en tenant compte de la situation actuelle du système national d'éducation et des besoins des enseignants.

En outre, l'examen de la planification des programmes d'études pour la formation initiale des enseignants du 1er, 2e et 3e cycles de l'éducation de base (primaire et premiers cycles du secondaire) a été achevé au cours d'un atelier national qui avait pour objectif de restructurer les programmes de formation des enseignants du 1er et 2e cycles de l'éducation de base (du CP à la 6ème) à la lumière de la réforme actuelle de l'enseignement. Ces recommandations, ainsi que l'examen de la planification des programmes d'études, ont été soumises au ministère de l'Éducation pour validation et action future (appropriation). Des modules et des guides pour la

formation continue des enseignants, sur l'approche par compétence dans cinq disciplines enseignées du CP à la 6ème (pédagogie, portugais, mathématiques, sciences et expression), ont été développés par cinq experts du ministère de l'Éducation et révisés à différents niveaux de l'exécution du projet, comprenant aussi des sessions post-formation. Ces cinq modules et guides sont destinés à être utilisés comme matériel de référence pour la formation continue des enseignants sur l'approche par compétences au niveau national.

Un groupe de 55 formateurs / inspecteurs venant de 11 administrations régionales d'éducation différentes ont été formés à l'approche par compétences dans ces cinq disciplines, leur permettant de former les enseignants dans leur région. Certains d'entre eux ont été sélectionnés pour former 298 enseignants en fonction à cette approche qui devrait permettre un apprentissage continu plus concret, plus actif et plus durable. 3.000 kits supplémentaires (comprenant cinq modules et guides d'enseignement) ont été fournis au Ministère de l'éducation pour une formation plus poussée des enseignants à cette approche. En plus de l'équipement fourni aux deux instituts nationaux (l'Institut national de développement de l'éducation (INDE) et Escola 17 de FEVEREIRO), les capacités du ministère de l'Éducation ont été renforcées par la participation et le rôle de premier plan d'experts nationaux dans toute l'exécution du projet. En 2015, l'UNESCO Dakar et l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) ont finalisé la conception et la mise en œuvre de la plateforme de formations ouvertes et à distance (FOAD) ainsi que l'évaluation des programmes de FOAD pour les formateurs d'enseignants. La plateforme propose huit modules de formation en français. Ils sont accessibles à tous les établissements de formation des enseignants intéressés par le développement des programmes de la FOAD pour les enseignants spécialisés. (Lien: (<http://www.unescoafrica.org/odl>)).

L'UNESCO à Dakar, en collaboration avec l'UNESCO Abuja et l'UIL, a élaboré un cadre curriculaire pour l'enseignement bilingue formel et non formel en Afrique de l'Ouest. Le cadre curriculaire définit les compétences de base requises par les enseignants dans l'éducation bilingue et sera suivi d'un guide de l'enseignant et de ressources éducatives libres.

Optimiser l'enseignement supérieur grâce à un contrôle de qualité et à l'harmonisation des programmes

Le renforcement de la qualité de l'enseignement supérieur a été un des axes majeurs d'intervention du Bureau de l'UNESCO à Dakar. Les différentes activités conduites dans cet axe d'intervention ont porté sur : le renforcement des capacités des responsables d'institution d'enseignement supérieur dans la mise en œuvre des mécanismes de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur ; l'appui à l'amélioration de la qualité de la mise œuvre de la réforme Licence-Master-Doctorat par les TIC à travers le projet PADTICE ; le soutien des universités dans l'harmonisation des offres de formation Licence-Master-Doctorat.

Le renforcement de la mise en œuvre des activités d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur

Pour soutenir l'amélioration de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, le DAAD en coopération avec l'UNESCO et des partenaires sous régionaux (Association des Universités Africaines, CAMES et UEMOA) a initié des actions pour le renforcement des capacités des structures d'assurance qualité en 2012. Les actions relevant de cette collaboration sont menées dans le cadre de l'initiative conjointe « Enhancing West African Quality Assurance Structures in Higher Education (EWAQAS) ». Après la formation des décideurs des institutions d'enseignement supérieur et des ministères de l'enseignement supérieur aux mécanismes de l'assurance qualité externe, le cours de formation sur l'assurance qualité interne a débuté pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest en 2015. Les pays concernés par ce cours sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

L'appui à la réforme Licence-Master-Doctorat par l'introduction des TIC dans l'enseignement

L'appui apporté dans l'amélioration de la mise en œuvre de la réforme LMD par les TIC a été réalisé à travers le Projet d'Appui au Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour le renforcement des capacités de mise en œuvre de la réforme « Licence-Master-Doctorat » dans les institutions de l'enseignement supérieur de l'espace UEMOA (PADTICE-UEMOA/UNESCO). Mis en œuvre sur l'ensemble des huit pays de la zone UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ce projet a eu pour cibles 35 universités et institutions d'enseignement supérieur et de recherche organisées autour des huit universités principales : l'Université d'Abomey Calavi de Cotonou, l'Université Abdou Moumouni de Niamey, l'Université Amilcar Cabral de Bissau, l'Université Cheikh Anta

Diop de Dakar, l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, l'Université de Ouagadougou, l'Université de Lomé et l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako.

Pendant l'année 2015, les activités de renforcement de la qualité des infrastructures d'accès aux TIC dans les huit universités principales se sont poursuivies. Le réseau de base en fibres optiques de l'Université Amilcar Cabral a été construit et l'acquisition d'équipement réseaux actif a permis de mettre aux normes techniques les réseaux de base de chacune des huit universités principales. L'acquisition d'un important lot de matériel informatique a permis : l'équipement de huit centres serveurs ; le renforcement de l'accès des acteurs de ces universités aux TIC par l'équipement de 52 salles d'accès avec un total de 1600 clients ; la mise à disposition d'une plateforme de numérisation, d'une plateforme d'impression à la demande et d'une plateforme d'édition dans chacune des huit universités. Le renforcement des capacités des universités en matériel informatique a été couplé au renforcement des compétences de 39 techniciens informaticiens des directions des services d'information des universités dans la maintenance et le suivi de l'évolution de ce matériel et des plateformes VDI et serveurs qui ont été déployés.

L'amélioration de la qualité des infrastructures TIC des universités principales, préalable au déploiement de services et applications destinés au renforcement et à l'amélioration de la gouvernance académique, pédagogique, financière et de la vie étudiante a été accompagnée par le développement de portail universitaire et des serveurs d'authentification pour l'accès des acteurs des universités aux ressources informatiques des universités en mode d'identification unique (Single Sign-On « SSO »). Une importante avancée a été obtenue grâce à la construction de la bibliothèque numérique universitaire et régionale. En effet, le logiciel de gestion de la bibliothèque numérique « INVENIO » est déployé dans les serveurs mis à disposition dans les huit universités principales. 116 agents des universités ont été formés au déploiement, au paramétrage et à l'utilisation fonctionnelle du logiciel « INVENIO » et les textes portant sur la création, le fonctionnement et le statut de la bibliothèque virtuelle universitaire et régionale ont été adoptés par les Recteurs et Présidents

des huit universités principales, le CAMES et le REESAO.

Les activités concourant au renforcement des capacités des acteurs dans l'utilisation des TIC et l'assurance qualité se sont poursuivies sur l'année 2015. Ainsi, la formation de 29 enseignants chercheurs au numérique éducatif et méthodologies de e-learning a été réalisée. Ceci a permis de porter à 144, le nombre d'enseignant chercheurs formés dans les huit universités. Le diagnostic des forces et faiblesses des institutions d'enseignement supérieur en ressources humaines, préalable au développement de l'institut virtuel d'enseignement a été rendu disponible. Le référentiel de développement des systèmes d'information dans les universités de l'espace UEMOA et le référentiel d'accréditation des formations ouvertes et à distance par le CAMES ont été validés par le Conseil Consultatif Général du CAMES.

Dans la mise en œuvre de ce projet qui a été clôturé en décembre 2015, le Bureau de l'UNESCO à Dakar a développé un cadre de partenariat d'action qui a mobilisé les ministères de l'Enseignement supérieur, les universités, des institutions régionales et internationales pour les synergies évidentes exploiter et éviter la reproduction de doublons inutiles. Aussi, le CAMES, l'ESMT, l'EBAD, l'AUF, le WACREN et le REESAO ont été mis à contribution.

Le renforcement des capacités des universités dans l'harmonisation des offres de formation Licence-Master-Doctorat

Le Bureau de Dakar a entrepris en 2015, le renforcement des capacités des universités dans l'harmonisation des offres de formation Licence-Master-Doctorat (LMD). Cette activité répond à l'esprit de la convention d'Addis-Abeba qui est de « contribuer à l'harmonisation des titres de l'enseignement supérieur, en tenant compte des tendances mondiales actuelles ». Elle constitue également une préoccupation pour les systèmes d'enseignement et des organisations d'intégration régionale en d'Afrique de l'Ouest. En effet, si la plupart des institutions d'enseignement supérieur ont adopté le LMD, l'harmonisation des offres de formation permettant la lisibilité et la comparabilité des offres de formation entre les différentes institutions d'enseignement supérieur reste à faire.

Les offres de formation dans les filières de formation en Sciences de la Santé ayant déjà bénéficié d'une harmonisation pour les institutions d'enseignement supérieur de l'espace CEDEAO, le Bureau de Dakar a ainsi entrepris d'accompagner le Réseau pour l'Excellence de l'Enseignement Supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO) dans l'harmonisation des sept domaines



Un exercice de formation des enseignants en Buba, en Guinée-Bissau.

Photo : UNESCO/M. Sagna

de formation LMD restant en commençant par le domaine Sciences et Technologies. Ces sept domaines de formation sont : Sciences et Technologies ; Sciences Agronomiques ; Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration ; Sciences Économiques et de Gestion ; Sciences de l'Homme et de la Société ; Lettres, Langues et Art ; Sciences de l'Éducation et de la Formation.

L'organisation de l'atelier technique de renforcement des capacités du REESAO a regroupé les Responsables LMD pour le domaine Sciences et Technologies des sept universités majeures de la zone UEMOA, le CAMES et l'ANAQ-SUP Sénégal a permis d'obtenir la cartographie des offres de formation pour le domaine des Sciences et Technologies, d'obtenir le cadre de référence d'harmonisation des offres de formation pour le domaine Sciences et Technologies, les projets de modèles d'architecture des curricula pour les Licences et Masters en Sciences et Technologies, d'amender le projet de supplément au diplôme, la fiche d'évaluation des enseignements par les étudiants, le guide de codification des unités d'enseignement. Les produits ont servi d'inputs aux deux autres ateliers de validation organisés par le REESAO et financés par l'UEMOA et l'OOAS.

La poursuite des activités engagées avec l'UNESCO par le REESAO a permis d'obtenir (i) les maquettes de formation harmonisée (maquettes des tronc communs) pour le niveau Licence (L1 à L3) pour les champs thématiques des Sciences exactes, Sciences et Ingénierie, Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives, et Sciences de la Vie et de la Terre, (ii) le formulaire de supplément au diplôme, (iii) la fiche d'évaluation des enseignements par les étudiants, (iv) le guide de codification des unités d'enseignement et (v) le guide de rédaction des syllabus qui seront adoptés par les Recteurs, Présidents et Directeurs Généraux des institutions d'enseignement supérieur membres de ce réseau.

L'intégration de la paix et du développement durable dans les politiques et pratiques éducatives

L'éducation est amenée à mettre l'accent sur le développement des compétences personnelles, des valeurs et attitudes au-delà de la simple transmission des connaissances et des compétences cognitives. En effet, la communauté de l'éducation accorde une attention croissante à la pertinence de l'éducation dans la compréhension et la résolution des conflits sociaux, politiques, culturels et mondiaux, ainsi qu'au rôle de l'éducation dans la promotion de la paix, les droits de l'homme, de l'équité, de l'acceptation de la diversité et du développement durable. Dans le cadre de ce programme, l'UNESCO Dakar a mis en œuvre plusieurs activités en 2015 :

Conférence internationale sur la prévention des génocides, la promotion de la culture de la paix et l'enseignement de la Shoah en Afrique

Suite aux commémorations du 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et la libération des camps de concentration et d'extermination nazis, le projet Aladin et l'UNESCO (siège et bureau de Dakar) ont organisé la première [conférence internationale sur la prévention des génocides, la promotion de la culture de la paix et l'enseignement de la Shoah le 1^{er} et 2 juin 2015 à Dakar](#). Des délégations de plusieurs ministères de l'Éducation de l'Afrique de l'Ouest ont participé. La conférence a rassemblé d'éminents historiens de la Shoah et du génocide de 1994 au Rwanda ainsi que des militants des droits de l'homme en vue d'encourager le partage des expériences entre les acteurs de l'éducation de la région et de proposer des stratégies concrètes pour l'introduction d'enseignements relatifs à la prévention des génocides, la culture de la paix et l'histoire de l'Holocauste dans les programmes scolaires des pays africains, en soutien des projets lancés par l'UNESCO dans la région sur ces différentes thématiques. La conférence de Dakar faisait partie d'une série de six conférences internationales organisées par le Projet Aladin et l'UNESCO avec le même thème en Afrique, Asie et au Moyen-Orient.

Atelier de renforcement des capacités sur l'éducation à la citoyenneté mondiale pour les pays d'Afrique de l'Ouest

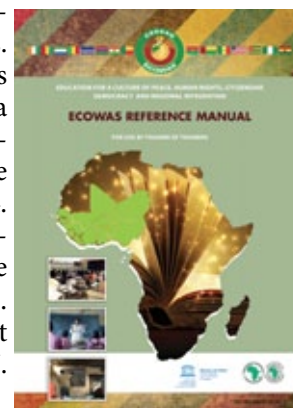
L'atelier organisé par le Bureau de l'UNESCO à Dakar, en collaboration avec celui d'Abuja et le siège de l'UNESCO du 07 au 09 juillet 2015 à Dakar, Sénégal, s'était fixé pour but d'aider les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) dans leur système éducatif. Un grand nombre de parties prenantes ont participé à l'atelier, dont les ministères de l'Éducation des 15 Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, et Togo), les sociétés civiles en tant que ONG œuvrant dans le secteur de l'éducation au service des jeunes et étudiants/apprentis, les agences du système des Nations Unies (HCR, UNICEF) et plusieurs organisations bilatérales et multilatérales (CEDEAO, UEMOA).

La promotion de la culture de la paix, la gestion des conflits, les droits humains, la citoyenneté, la démocratie et la bonne gouvernance au Burkina Faso



UNESCO Dakar dirige les projets nationaux et locaux pour soutenir les actions de prévention contre le terrorisme dans la région du Sahel, plus récemment au Burkina Faso. Photo : UNESCO/ Fraternal Union of Dori Believers

Le projet entre dans le cadre de l'assistance intégrée de l'initiative de lutte contre le terrorisme. Dans un effort pour éliminer les risques de terrorisme et ses effets négatifs sur la stabilité dans la région, le Centre des Nations Unies contre le terrorisme et l'UNESCO unissent leurs efforts vers des actions préventives contre le terrorisme au Burkina Faso, se fondant sur les réalisations de l'UNESCO/ CEDEAO/ projet de la BAD, en particulier les séminaires organisés dans la région Afrique de l'Ouest. Pour compléter le [Manuel de Référence de la CEDEAO sur l'éducation à la paix et au développement en Afrique de l'Ouest](#), l'UNESCO Dakar a développé un module sur l'éducation aux valeurs et sur l'éducation physique et sportive, qui a été validé par les pays d'Afrique occidentale (Sahel). Ce module est disponible en anglais et en français. Le manuel propose sept autres modules sur : 1. Culture de la paix, la prévention et la gestion des conflits ; 2. Droits de l'homme ; 3. Citoyenneté ; 4. Démocratie et bonne gouvernance ; 5. Genre, perspective de la paix et développement ; 6. Santé publique, environnement et développement durable ; et 7. Intégration régionale.



Les autres activités que l'UNESCO Dakar a mise en œuvre, grâce à des partenariats, pour aider à intégrer la paix et le développement durable dans les politiques et pratiques éducatives sont les suivantes :

- Le ministère de la Jeunesse et des Sports gambien a organisé un camp d'été pour 117 jeunes où ils ont été sensibilisés aux thèmes de la citoyenneté, de la culture de la paix et des valeurs ainsi qu'à l'éducation environnementale.
- Un atelier de formation regroupant 70 journalistes des radios communautaire a été organisé par les secteurs des Sciences Sociales et Humaines et Education de l'UNESCO à Dakar en partenariat avec différentes agences des Nations Unies (ONU Femmes, l'UNICEF et le HCDH) sur la question du genre, la culture de la paix, l'éducation inclusive, les droits de l'homme et la gestion

des conflits.

- L'UNESCO Dakar a soutenu le Cap Vert, la Gambie et le Niger dans le processus de planification stratégique sur l'éducation pour le développement durable (EDD) afin de mettre en œuvre leurs feuilles de route issues de la Conférence d'Abidjan pour intégrer les concepts de l'EDD, tels que la réduction du risque et de l'impact des catastrophes naturelles et conflits, dans leurs politiques d'éducation.
- Au Sénégal, l'UNESCO, en partenariat avec la Commission nationale et le ministère de la Jeunesse, a organisé des activités de vacances (ODCAV) pour le département de Pikine. Un atelier a été organisé pour former 30 jeunes à la gestion des risques et des catastrophes naturelles, et pour les sensibiliser à la Déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'EDD.



Session de renforcement des capacités sur l'éducation sexuelle pour les conseillers techniques aux ministères de la santé et des ministères de l'Éducation. Photo : UNESCO/Tine

Apporter des réponses plus efficaces en ce qui concerne l'éducation relative au VIH et à la sexualité

Le programme sur le VIH et sur l'éducation à la santé dans la région de l'Afrique occidentale et centrale de l'UNESCO Dakar, travaille pour améliorer la réponse du secteur de l'éducation aux défis spécifiques en matière de santé sexuelle et génésique.

Ce programme se concentre sur le renforcement des capacités des pays pour intensifier les programmes d'éducation sexuelle complète, le développement d'outils et la formation des principales parties prenantes au niveau régional et national sur la conception et la mise en œuvre des programmes complets d'un enseignement

basé sur les aptitudes à la vie quotidienne portant sur des questions liées à la sexualité et au VIH. Le rôle du programme régional est double, à savoir coordination régionale des interventions sur le VIH et la santé par tous les bureaux de l'UNESCO en Afrique occidentale et centrale, et prestation de services et coordination avec les partenaires dans cette région.

Le renforcement des capacités pour un changement social et comportemental

En ce qui concerne le développement d'outils et la formation, les bureaux de Dakar et de Yaoundé ont procédé à une analyse en profondeur, en 2013, des outils de formation des enseignants dans les pays d'Afrique centrale et, en réponse, ont soutenu le Cameroun, le Congo et le Tchad dans la réalisation d'un guide pédagogique pour améliorer la qualité de la formation des enseignants, en

collaboration avec le Bureau international d'éducation de l'UNESCO. Le guide complète un ensemble d'outils d'auto-formation (DVD et programmes de radio) pour les enseignants, qui ont été révisés en 2014 et utilisés pour former, en partenariat avec le FNUAP, 1.654 enseignants, ce qui pourrait bénéficier à plus de 62.000 étudiants. Dans l'ensemble, 511 nouvelles écoles délivrent une éducation à la santé sexuelle, bénéficiant à plus de 85.000 étudiants à travers le Burundi, le Cameroun, la RCA, le Tchad, le Congo, la RDC et le Gabon. De nouveaux manuels scolaires et guides pédagogiques ont également été développés pour soutenir l'enseignement en RDC.

Promouvoir un environnement favorable pour améliorer la qualité et la portée d'une éducation sexuelle complète pour les jeunes

La formation dispensée avait pour objectif de renforcer les capacités de 80 participants de la société civile et des ministères de l'Éducation afin de mener des campagnes de plaidoyer pour améliorer l'accès à des services et à des connaissances sur le VIH par l'éducation à la sexualité en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal, en partenariat avec Projet ASK, Save the Children et le bureau de l'UNESCO Dakar. Une autre série de plaidoyers auprès des chefs politiques, des organisations confessionnelles, des syndicats d'enseignants, ou des associations de parents menée par le bureau de Dakar en partenariat avec le FNUAP et la société civile ont porté leurs fruits au Sénégal, où le ministère de l'Éducation s'est engagé dans une vaste révision des programmes, et en RDC, où la portée de l'éducation sexuelle a été étendue.

Les bureaux de l'UNESCO en Afrique occidentale et centrale, et plusieurs autres partenaires des Nations Unies, ont contribué à la création d'un environnement propice au développement et à la mise en œuvre des programmes d'éducation sexuelle en Afrique occidentale et centrale, lors d'une conférence régionale rassemblant des représentants des ministères de l'Éducation et de la Santé, de la société civile, des jeunes et des organisations des Nations Unies de 17 pays, en octobre 2015. La conférence a appelé fermement à l'action, en s'appuyant sur les feuilles de route détaillées de chaque pays pour renforcer les programmes d'éducation sur le VIH, la santé sexuelle et reproductive, et la violence basée sur le genre. Les répercussions se sont déjà fait sentir au Bénin, en Côte d'Ivoire, et au Togo.

Développer des outils pour réduire les inégalités entre les genres, la violence basée sur le genre, et la stigmatisation et la discrimination des groupes prioritaires

Les bureaux de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest ont répondu aux résultats d'une étude récente, qui révélait que la plupart des programmes scolaires de la région ne traitaient pas de manière adéquate les questions liées au

genre et aux groupes prioritaires, en soutenant le développement d'activités en classe afin de rendre efficace la réponse du secteur de l'éducation à la stigmatisation, à la discrimination et aux abus. Un ensemble de 20 activités a été produit et contrôlé de manière approfondie, par des représentants des jeunes, des enseignants vivant avec le VIH, et des ministères de l'Éducation, de la Santé et de la Culture, pour veiller à ce qu'elles soient appropriées, d'un point de vue culturel, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Togo, afin de rendre plus facile leur intégration dans les programmes et afin d'atteindre un plus grand nombre d'étudiants. L'adaptation culturelle a été évaluée au moyen d'un nouvel outil, conçu par le bureau de Dakar, dans le but de rendre l'éducation sexuelle complète plus appropriée. S'appuyant sur cet exercice et sur les lignes directrices mondiales pour répondre à la violence basée sur le genre à l'école, l'association des enseignants vivant avec le VIH de la Côte d'Ivoire a renforcé les capacités de 19 de ses membres sur la stigmatisation, les dispositions légales et le VIH sur le lieu de travail, et ont soutenu les droits des personnes vivant avec le VIH parmi les 2400 professeurs principaux, inspecteurs des écoles et enseignants.

La collecte de données sur la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA et le renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation pour une approche fondée sur des données factuelles

En termes de suivi et d'évaluation, le bureau de Dakar a apporté son soutien à la mise en place d'Inside & Out, outil d'évaluation de l'éducation à la sexualité, destiné à la société civile, dans plusieurs pays occidentaux et d'Afrique centrale, dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Sénégal et le Togo. En ce qui concerne les programmes scolaires l'Outil de Revue et Analyse de l'Éducation Sexuelle (SERAT) a été utilisé dans deux nouveaux pays, la Côte d'Ivoire et le Togo, pour préparer d'autres activités. En outre, l'analyse dans sept pays, des appels des jeunes gens et de leurs SMS envoyés à des centres de soutien en matière de santé sexuelle et reproductive, a donné lieu à des campagnes de plaidoyer et des plans pour renforcer l'éducation à la sexualité dans la région. Un atelier régional a été organisé à Dakar en Décembre 2014 durant lequel 31 techniciens du ministère de l'Éducation et du personnel de l'UNESCO venant de 10 pays, ont été formés afin d'intégrer les indicateurs globaux de base sur l'éducation et le VIH dans les questionnaires des systèmes d'information de gestion de l'éducation, en se basant sur les principes directeurs pour l'élaboration et l'utilisation des indicateurs de base rédigés par l'UNESCO appuyé par l'équipe spéciale inter agences d'ONUSIDA sur l'éducation.



La promotion de l'éducation pour tous (EPT) et de l'agenda mondial pour l'éducation 2030

Au moment où le nouveau programme de développement était créé, l'UNESCO Dakar tentait de renforcer la visibilité de l'éducation parmi les priorités du développement et a mené le débat sur l'EPT et l'objectif de développement durable (ODD) 4-Éducation 2030

Au cours de l'année 2015, l'UNESCO Dakar a coordonné et a travaillé avec les bureaux régionaux de l'UNESCO à Abuja, Harare, Nairobi et Yaoundé pour encourager et soutenir les 47 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) à élaborer des rapports nationaux en vue de la conférence régionale sur l'éducation et de la consultation régionale. Parmi les différentes réalisations on notera :

- [38 examens nationaux de l'EPT](#) collectés par l'UNESCO Dakar ;
- La [Conférence Ministérielle de la Région Afrique subsaharienne sur l'Éducation post-2015](#), coordonnée par l'UNESCO Dakar et les bureaux de Nairobi, en présence de plus de 300 participants (27 ministres et 44 États membres d'Afrique subsaharienne). Les représentants des pays africains, l'Union africaine (UA), et d'autres partenaires de l'éducation ont adopté une [déclaration](#) pour promouvoir le développement de l'éducation dans la région. L'objectif est de contribuer à la vision africaine de la paix, de la prospérité et de l'intégration telle que définie dans l'agenda 2063 pour l'Afrique ;
- Encourager les États membres d'Afrique subsaharienne à participer au [Forum mondial sur l'éducation 2015 à Incheon, Corée](#) ;
- Coordination du lancement du [Rapport mondial de suivi sur l'EPT \(RMS\)](#) dans la région ouest-africaine (Sahel) ;
- L'organisation de la [Consultation et dialogue régional sur le Cadre d'Action sur Éducation 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre \(AOC\)](#) en Novembre 2015 à Dakar. La réunion a rassemblé quelque 110 représentants des ministères de l'Éducation des 26 pays de la région, ainsi que la société civile et les partenaires des Nations Unies. Dans la [déclaration finale](#), adoptée à l'issue de la consultation de trois jours, les participants ont « approuvé l'appel à une action accélérée en ce qui concerne l'Objectif de Développement Durable n°4, qui doit être sous-tendue par des plans et stratégies nationaux bien développés et réalisables, un financement adéquat, un suivi régulier et une évaluation des résultats pour garantir que l'engagement ambitieux pris à Incheon soit une réalité afin de construire des sociétés plus inclusives et pacifiques ».

De plus, de manière à aider les pays à intégrer les objectifs de l'Éducation 2030 dans les plans sectoriels de l'éducation (PSE), une enquête évaluant les lacunes et les statuts des PSE a été réalisée afin de permettre l'élaboration de directives techniques pour les pays et les partenaires.



Centre Al-Azhar en Touba. Photo: UNESCO

Les six objectifs EPT

Six objectifs clés en matière d'éducation qui visent à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes au 2015.

Objectif 1 Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés.

Objectif 2 Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme.

Objectif 3 Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante.

Objectif 4 Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente.

Objectif 5 Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 et instaurer l'égalité dans ce domaine en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.

Objectif 6 Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.



Appui à la réinsertion sociale des enfants victimes de la crise malienne à Tombouctou. Photo : UNESCO/M. Blanco

UNESCO Bureau Mali Education

Le secteur Education a accompagné le gouvernement malien dans l'atteinte des objectifs d'éducation de qualité pour tous, à travers entre autre la mise en œuvre de programmes de formation initiale et continue de qualité pour les enseignants (« CapEfa/Mali »), la dotation du système éducatif et des communautés soumises à des niveaux extrêmes de vulnérabilité, de compétences de bases et d'outils nécessaires à l'accroissement de la résilience face aux crises (« Education en Situation d'Urgence pour Renforcer la Résilience au Sahel »), la promotion de la scolarisation des filles, et la promotion de l'éducation sexuelle dans l'éducation formelle.

Le renforcement de capacités du corps enseignant au Mali

Les 22 et 23 juin 2015 a eu lieu à Bamako l'atelier de validation des modules de formation thématiques pour le renforcement des capacités des acteurs en charge de la formation des enseignants au Mali. Cette rencontre, qui a été organisée par le bureau de l'UNESCO à Bamako en collaboration avec le ministère de l'Education Nationale du Mali rentrait dans le cadre du projet « Renforcement des capacités des structures de formation des enseignants au Mali » (CapEFA Mali).

L'éducation à la culture de la paix et le vivre ensemble

« L'éducation à la culture de la paix et le vivre ensemble » c'est le thème d'un forum qui s'est tenu à Bamako les 28 et 29 septembre 2015. Cette importante rencontre a servi d'espace de dialogue sur les concepts clés relatifs à

l'éducation à la culture de la paix. A l'issue des travaux, les participants ont fait l'état des lieux des domaines considérés comme possibles vecteurs de la culture de la paix dans l'espace scolaire, notamment l'alphabétisation, gage de compréhension mutuelle, la consolidation de la paix et de l'unité nationale ; l'implication des communautés dans la gestion de l'école ; les valeurs socio-culturelles et la promotion du dialogue inter-religieux et interculturel comme moyens de cohésion sociale et de consolidation de la paix ; et enfin l'entraide.

Il est ressorti que les valeurs socioculturelles ont un grand rôle à jouer dans la prise en charge par l'école des concepts d'éducation à la paix et que, le contexte post-crise impose la définition d'un projet de société pertinent, visant à mieux définir les mécanismes qui permettraient de pacifier de manière durable l'espace scolaire. Enfin, le forum a lancé un appel pour que l'éducation à la culture de la paix soit placée au cœur de la refonte en cours du système éducatif malien. Les participants ont ainsi considéré cet espace de dialogue comme un important point de réveil et de mire.



SCIENCES NATURELLES

**mobiliser les connaissances
scientifiques et l'innovation**

Contexte : le développement des capacités dans les sciences essentiel au développement

Dans la région du Sahel, des capacités scientifiques, technologiques et d'innovation non adéquates empêchent les possibilités de transformation économique et de développement. Que ce soit dans les domaines de l'eau et de la gestion de l'environnement, de la santé ou des applications pour augmenter la productivité, le manque de capacités humaines et institutionnelles prive la région des bénéfices résultant de la société du savoir. En effet, en utilisant l'indice S & T, développé par la RAND Corporation pour la Banque mondiale, l'image que nous obtenons des capacités en S & T est plutôt mauvaise. Nous présentons le classement de chacun des six pays dans le cadre du Bureau de Dakar de l'UNESCO pour 2011.


Le problème des capacités humaines et institutionnelles est réellement important dans tous les pays énumérés dans le tableau 1. Par exemple, le ratio accepté habituellement de chercheurs par million est de 1000 chercheurs pour un million d'habitants mais le Sénégal, pays d'environ 14 millions a seulement 5.986 chercheurs comme le démontre les chiffres de 2014. Si ces nations désirent un développement rapide, comme prévu par l'agenda 2063 de l'UA, et qu'elles souhaitent répondre aux nouveaux objectifs ODD, il est nécessaire pour elles de revenir sur la question du renforcement des capacités nécessaires en matière de STI indispensables pour encourager la connaissance et

le développement des compétences au niveau local. Il est impératif de comprendre comment maîtriser cette problématique correctement dans les politiques nationales et comprendre comment déployer les instruments politiques appropriés pour assurer brillamment sa mise en œuvre.

L'UNESCO joue un rôle de catalyseur pour la connaissance et le développement dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et se concentre sur le soutien au développement des compétences dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation, de l'eau et de l'environnement. Cela fait partie de son programme pour les sciences naturelles dans lequel elle prévoit qu'en favorisant et en développant la science, la technologie et l'innovation (STI), les sociétés se doteront des connaissances et des compétences nécessaires pour relever les défis complexes de développement dans le contexte actuel de changements environnementaux sans précédent, d'épuisement des ressources et de transformation sociale.

L'indice science et technologie

Class. Afrique | Class. monde
(totale 53) | (totale 150)

 Sénégal	18 115
 Burkina Faso	22 126
 Guinée Bissau	29 143
 Cap Vert	36 167
 Mali	39 175
 Gambie	42 183
 Niger	43 185

*Information du 2011

Le développement des capacités pour la gestion des systèmes scientifiques nationaux

L'UNESCO a développé une plateforme qui aide les gestionnaires des systèmes scientifiques en Afrique à mieux appréhender les outils et les compétences nécessaires à une gestion efficace de leurs politiques nationales sur la science, la technologie et l'innovation. Pour atteindre cet objectif, 55 personnes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal ont été pourvues des outils d'analyse et des compétences nécessaires à l'occasion de deux ateliers sur l'utilisation de la méthodologie GO-SPIN et de la plateforme. Elles ont également été formées sur l'importance de l'utilisation des instruments politique qui leur permettront d'engager et de gérer leurs systèmes nationaux de façon plus efficace. Le premier atelier régional, qui a eu lieu du 20 au 22 mai 2015, a été organisé

à Bamako et regroupait 22 personnes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Le deuxième atelier, qui a eu lieu les 10 et 11 août 2015, répondait à la demande expresse du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique au Niger qui venait de terminer l'élaboration d'un projet de politique nationale en matière de sciences, de technologies et d'innovation. 35 personnes ont participé à l'atelier national où les différents éléments de l'approche GO-SPIN ont été présentés. Un suivi proposé aux hauts fonctionnaires du Ministère nigérien a également été mis en place après l'atelier de formation pour veiller à ce qu'ils soient en mesure de profiter et mettre en pratique immédiatement les nouvelles compétences acquises.

Le renforcement des compétences en matière de politique de l'eau pour la gestion des ressources en eau dans le Sahel



Hercules Vieira, Président de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEAS), Cap Vert, et Mme. Gloria Ribeiro Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO du Cap Vert félicitent un participant. Photo : A. Maduekwe

Le renforcement de la gestion de l'eau pour les États côtiers et des petites îles

Une formation pratique, pour comprendre la politique de l'eau et l'approche à la gestion intégrée des ressources en eau, a été organisée pour les nations lusophones du Cap Vert et de la Guinée-Bissau du 27 au 29 avril 2015 à Praia. Au cours de cet atelier, les participants de chaque pays ont été en mesure d'identifier les problèmes importants liés à la gestion de l'eau, problèmes qui seront détaillés dans les futurs programmes de renforcement des capacités. Les participants du Cap Vert ont noté que, compte tenu des niveaux de précipitations très faibles au cours des dernières années dans leur pays, des actions majeures doivent être mises en œuvre en ce qui concerne la désalinisation de l'eau et la condensation de l'eau de l'atmosphère. En Guinée Bissau, des efforts supplémentaires pourraient être orientés vers des solutions alternatives d'assainissement à l'infiltration qui est responsables de la pollution d'importants aquifères d'approvisionnement en eau.

Cours sur la politique de l'eau pour les pays du G5 du Sahel : appui à la Stratégie du Sahel de l'ONU

Le Centre régional AGRHYMET et l'UNESCO ont organisé une formation sur la politique de l'eau et le renforcement de l'utilisation des instruments de la politique pour une gestion efficace des ressources en eau (en surface et souterraines) du 25 Novembre au 3 Décembre 2015 à Niamey. Les participants, au nombre de 22, venaient des pays du G5 Sahel constitués par le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad et qui sont également membres du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Cet atelier de formation pour les pays du G5 Sahel fait partie de la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour renforcer la résilience dans les pays du Sahel. L'UNESCO dirige le volet sur la gestion des ressources en eau transfrontalières.

La formation a contribué :

- au renforcement de la mise en œuvre des politiques de l'eau, en particulier, celles relatives à la gestion des ressources en eau transfrontalières partagées ;
- au renforcement de la compréhension et de la bonne utilisation des instruments de politique de l'eau pour assurer le respect et la réalisation des objectifs de la politique ;
- à l'amélioration de la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), en particulier



Atelier sur les politiques de l'eau pour les pays du Sahel. Photo : UNESCO/Secteur Science

en ce qui concerne la gestion des ressources en eau transfrontalières.

A la fin de l'atelier, il a été constaté que les pays du G5 Sahel ont des niveaux très différents en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre de leurs politiques et stratégies et en ce qui concerne leur alignement sur les principes de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). De même, différents niveaux de coopération transfrontalière ont été mis en évidence en termes de politiques et de stratégies. Par conséquent, le soutien se fait attendre pour certains Etats membres, afin qu'ils révisent ou mettent à jour leurs politiques visant à renforcer la coopération dans la gestion des ressources en eau transfrontalières. Les institutions publiques sous régionales, chargées de l'eau liée à l'agriculture, doivent être renforcées pour soutenir cette coopération et pour intensifier leurs programmes de formation dans le processus de renforcement de la coopération entre ces Etats sur les ressources en eau partagées pour la paix et le développement durable. Finalement, un atelier de formation a été soutenu par l'UNESCO à hauteur de 65 000 dollars américains.

Etude sur l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de l'eau au Sénégal

L'UNESCO a soutenu une étude restreinte sur la mise en œuvre des politiques de l'eau au Sénégal, qui s'est aussi penchée sur les divers instruments avec lesquels les gestionnaires du système de l'eau ont fait leur travail, en vue d'assurer la mise en œuvre d'une politique efficace et conforme. Puisque ces instruments politiques sont rarement appliqués seuls mais font partis d'un ensemble, l'étude a pris en compte les différents facteurs qui contribuent à la mise en œuvre efficace des politiques de l'eau au Sénégal, et a fourni des informations sur la composition de cet ensemble qui est un

facteur important pour déterminer la pertinence d'une politique. Les éléments suivants ont donc été retenus :

- Les instruments de régulation ;
- Les instruments économiques ;
- Les instruments de planification ;
- Les instruments d'information/participatifs ;
- Les instruments de coopération.

L'étude a également évalué, au moyen d'entrevues et échanges avec les parties prenantes, la façon dont le gouvernement du Sénégal répond aux questions sur a) la qualité de l'eau, b) la disponibilité de l'eau et la demande en eau, c) les sécheresses et les inondations, d) les fuites d'eau, et s'il dispose des instruments appropriés pour y faire face. L'étude est disponible en ligne sur le site de l'UNESCO Dakar.

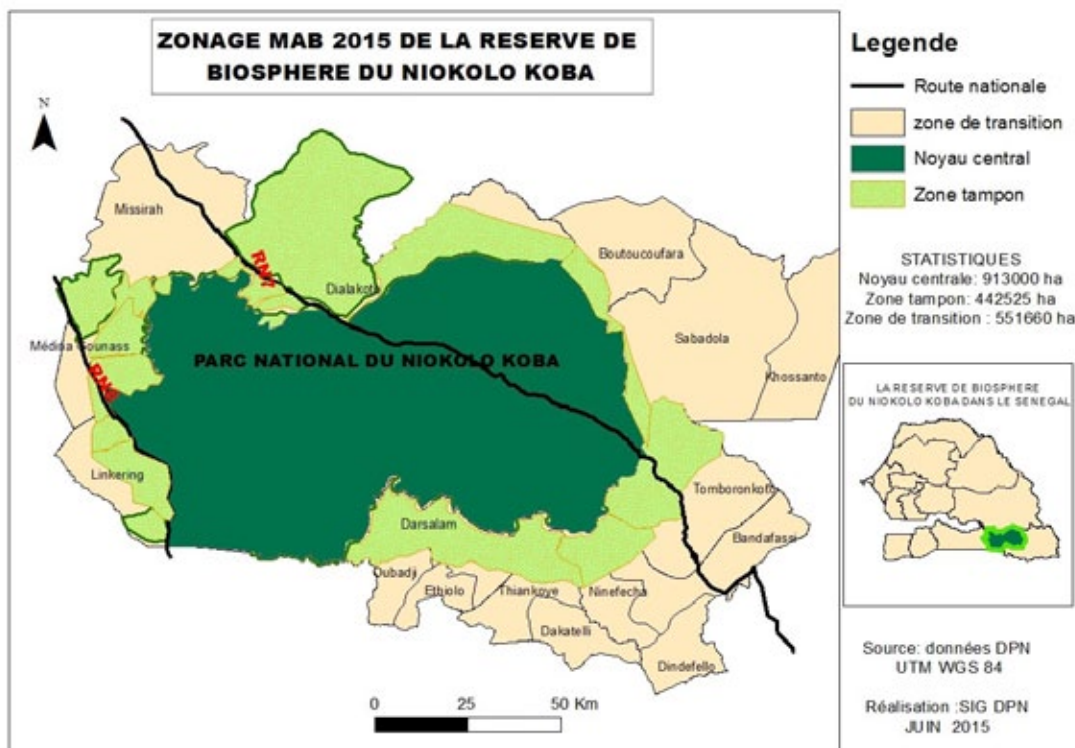
La préservation de la biodiversité et le renforcement de la voix des jeunes dans le débat mondial sur le développement durable

Aider à préserver la réserve de biosphère du Niokolo-Koba et le pays Bassari SPM

La réserve de biosphère du Niokolo-Koba au Sénégal possède de nouvelles cartes avec des données de zonation mises à jour. En outre, un nouveau recensement des mammifères a été entrepris offrant les toutes dernières informations sur la gestion de la biodiversité de la réserve afin d'assurer une meilleure gestion de sa conservation. Les secteurs de la science et la culture de l'UNESCO ont travaillé ensemble pour soutenir la Direction des Parcs Nationaux dans la mise à jour et l'évaluation de l'état de la réserve qui est aussi l'emplacement d'un site du patrimoine mondial.

Afin de s'assurer que les communautés prennent part à la gestion de la réserve et afin d'impliquer

de nouveaux membres lors du renouvellement de la direction, un atelier de formation a été organisé par le DPN avec le soutien de l'UNESCO, durant lequel cinq nouveaux maires ont été sensibilisés aux approches de gestion pour la gouvernance du site. Les communautés ont été également impliquées dans les dialogues sur les activités qui ont été entreprises par les deux secteurs. Ces activités ont été menées entre avril et juillet 2015. La nouvelle carte est présentée ci-dessous.





Atelier de formation des jeunes sur les négociations internationales de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique.
Photo : UNESCO/Secteur Sciences Naturelles

Les préparatifs de la COP21: les jeunes du Mali se regroupent pour discuter du changement climatique et du développement

Entre le 15 et le 16 Octobre 2015, 30 jeunes appartenant aux clubs suivants, AFLED, AEESCM, le Club UNESCO ENI, AJED-Yeelen, CMAP YP / UICN, COP dans ma ville, Global Shaper, le Club Scientifique l'IPR-IFRA, APE, Education de la Santé, Collectif Ami de l'arbre, OPAJ-PIA, CJFOM, le club UNESCO FMPOS, le club UNESCO FMPOS, tous basés au Mali, se sont réunis à Bamako pour discuter la COP21, avant que la réunion mondiale n'ait lieu en Décembre 2015 à Paris. Parmi les points abordés on peut citer :

- Les étapes du processus de négociation en vertu de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ;
- Les attentes de la société civile de la COP21 à Paris, et le rôle des jeunes ;
- La caractérisation des différents groupes de parties dans la négociation de la CCNUCC et les résultats de la préparation aux négociations de l'intercession de Bonn sur la COP21 - l'ADP2.10 ;
- Le rôle de la jeunesse malienne sur l'environnement ;
- Les problèmes rencontrés par les jeunes dans la mise en œuvre de leurs actions pour la protection de



l'environnement et les idées pour les résoudre. A la fin des présentations et des discussions, les 30 jeunes ont organisé une simulation dans laquelle ils représentaient différents pays et ont imité les processus d'une négociation. Pour clore l'atelier, un exemple de négociation a aussi été rédigé et signé par les parties. Cet exercice a aidé les jeunes qui ont participé aux simulations à mieux appréhender les questions liées à la COP et contribuera à former ceux avec qui ils interagissent sur les questions liées aux changements climatiques.

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

relever de nouveaux défis
sociaux pour l'appui du
développement inclusif





Appui à la réinsertion sociale des enfants victimes de la crise malienne. Photo : UNESCO/M. Blanco

La promotion de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et contre la discrimination des groupes les plus défavorisés

À travers le projet « Mainstreaming vulnerability in public policies to promote the social inclusion and the fight against poverty and discrimination of the most disadvantaged groups, including women and men with disabilities, in West Africa », l'UNESCO Dakar a appuyé le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal dans la mise en œuvre et la conceptualisation de politiques publiques socialement inclusives.

Au Burkina Faso, plus de 700 femmes ont bénéficié d'un appui direct et par là même leurs familles. Environ 500 victimes d'accusation de « sorcellerie », exclues de leurs communautés, stigmatisées, et accueillies dans deux centres (DELWENDE 1 et DELWENDE 2) ont été ciblées. Alliant la formation, la sensibilisation pour le renforcement de la solidarité et l'encadrement des petites activités génératrices de revenus, les femmes de Delwendé et leurs partenaires de l'Association Palingwendé, chargés d'écouler leurs produits, sont aujourd'hui en mesure de mieux contribuer à la prise en charge de leurs petits besoins financiers. De leur propre avis, elles sont motivées, se sentent plus utiles et commencent à se départir de l'esprit de mendicité. Elles disent aussi avoir un regain de confiance en elles-mêmes et des manifestations de solidarité sont en train de s'opérer entre elles. Les productrices des deux centres disposent de comptes d'épargne dédiés aux activités initiées tandis que les femmes Palingwendé se sont constituées en trois mutuelles de solidarité pour acquérir des crédits auprès des

caisses populaires de la place.

Au titre du plaidoyer, trois grandes sessions de sensibilisation et de dialogue ont permis d'impliquer des personnalités et des structures pertinentes dont 13 ministres, le Cardinal, le Moro Naba, les autorités musulmanes et protestantes, la Commission Justice et Paix, etc. La dynamique ainsi impulsée pourrait permettre à celles qui le désirent de renouer avec leurs familles. En termes d'impact, la volonté politique de l'Etat est aujourd'hui manifeste. Les deux gouvernements ont respectivement libéré plus de 150.000.000 FCFA pour subventionner les centres ainsi que des lots substantiels de vivres. Au plan institutionnel, la lutte contre les violences faites aux femmes exclues des familles et des communautés par allégation de sorcellerie a connu des bonds substantiels. En plus de l'adoption et de l'application de textes législatifs contre les violences faites aux personnes exclues par allégation de sorcellerie, une feuille de route pour la réhabilitation sociale des femmes victimes d'exclusion so-

ciala par allégation de sorcellerie est en cours d'élaboration sous la tutelle du ministère des Droits Humains et de la Promotion Civile. L'adhésion et l'engagement publics des représentants des plus hautes autorités coutumières et religieuses sont toujours renouvelés. Au Sénégal, l'appui concentré sur les bénéficiaires du PAJEF a permis de maximiser les impacts et de donner une plus grande visibilité à l'action de l'UNESCO. Environ 15 groupements ont reçu, en 2014, un appui financier avec des classes d'alphabétisation effectivement fonctionnelles. En 2015, l'action a été élargie à 15 autres groupements avec la spécificité d'avoir touchés quatre classes de femmes victimes d'handicap ou mères d'enfants handicapés. En janvier 2016 un des groupements bénéficiaire à Diourbel a été primé, par les autorités, pour son dynamisme et sa capacité d'innovation.



Activités de sensibilisation femmes dans la communauté Delwendé, Sénégal. Photo:UNESCO

Au Mali, l'exercice d'« Evaluation du niveau d'inclusion sociale, des Politiques Publiques pertinentes, en tenant compte de la dimension Genre et de l'Approche basée sur les Droits Humains » a été conduit avec un grand succès. Avec le document de très haute facture, les parties prenantes, à l'unanimité, ont toutes affirmé que les capacités du pays à évaluer, à comparer et à réformer les politiques publiques nationales et locales et le cadre réglementaire, sont désormais renforcées, en vue d'accroître leur niveau d'inclusivité et leur durabilité sociale des politiques publiques.

Promouvoir la recherche en sciences sociales multidisciplinaire et le dialogue interculturel

L'activité « Promoting multidisciplinary social science research and intercultural dialogue in support of policies on social transformations and social inclusion in West Africa » a eu une importante portée transversale et largement dépassé les objectifs assignés. Elle a mis une emphase particulière sur la consolidation du leadership de l'UNESCO dans les débats d'idées et le dialogue sur les questions contemporaines. Ainsi, en vue de garantir la pertinence et de consolider la place des sciences sociales et humaines dans les agendas de développement au niveau africain et mondial, l'UNESCO Dakar a conduit des actions majeures, en partenariat avec le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales (CODESRIA), l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD/AWORD) et l'École doctorale « Etudes sur l'Homme et la Société » (ETHOS) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

La table ronde organisée dans le cadre de l'activité scien-

tifique précédant l'Assemblée Générale du CODESRIA de juin 2015, sur le thème « Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondiales : enjeux et perspectives », a permis de réfléchir sur les facteurs qui limitent le rayonnement des sciences sociales et humaines en Afrique et d'envisager des mesures pour qu'elles jouent pleinement leur rôle. L'opportunité du thème a été confirmée et mis en lien avec l'exigence africaine aujourd'hui à produire des connaissances comme instrument de libération de l'Afrique. L'urgence d'intensifier le développement des humanités et des sciences sociales en Afrique en tant que facteur essentiel pour imaginer l'Afrique que nous voulons a été souligné. Le rôle décisif de l'UNESCO, notamment à travers le programme MOST et ses mécanismes importants de dialogue avec les politiques, a été évoqué. MOST doit continuer à établir des ponts entre chercheurs et décideurs afin de faciliter la confiance et de rendre plus opérantes les politiques sociales et économiques. Le partenariat entre les institutions universitaires et de recherche, les organismes privés et la société civile est une nécessité. L'exemple de la coopération UNESCO – CODESRIA – CLACSO etc. doit faire école, être plus étendu et plus affiné, les écoles MOST pourraient servir de test en grandeur nature. L'UNESCO Dakar a aussi été un des principaux partenaires de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD/AWORD) pour l'organisation du colloque sur « Citoyenneté et Autonomisation des Femmes », suivi de l'Assemblée Générale (AG) de l'organisation (tenue en décembre 2015 à Dakar). Ce partenariat est en directe continuité avec les activités conjointement entreprises dans le cadre de la préparation du Forum Mondial des Sciences Sociales tenu en Septembre 2015 et le souci de mobiliser les réseaux de spécialistes en Sciences Sociales africains pour une implication qualitative dans le débat sur l'agenda post-2015.

Les études de cas sur l'impact des changements environnementaux sur les migrations en Côte d'Ivoire et au Sénégal ont été publiées et largement diffusées. L'UNESCO a réalisé une « Evaluation des capacités de gestion des risques d'inondation et d'érosion marine dans le Delta du Saloum ». Cette recherche qui donne suite au constat des études antérieures a confirmé, entre autres, que les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, les catastrophes naturelles comme les inondations et l'érosion sont devenues une préoccupation majeure et une menace réelle et permanente pour une bonne partie de la zone du delta du Saloum (au Sénégal et en Gambie).

Enfin, la célébration de la journée de la philosophie 2015, en collaboration avec l'École Doctorale « Etudes sur l'Homme et la Société » (ETHOS) de l'UCAD et le CODESRIA a été un grand succès. Le thème général de la session « Philosophie et oralité » a été traité par d'éminentes personnalités. Le format, inscrit dans le sillage du mémorable « face à face » entre le « griot et le philosophe » a permis de donner un nouvel écho au tempo heuristique du duo historique alors constitué par le philosophe Mamoussé Diagne et Samba Diabaré Samb, le porte étendard des griots de la Sénégambie. Trois conférences ont été prononcées devant un public nombreux et qualitatif, constitué de grands philosophes, d'élèves de terminales, d'intellectuels et traditionnalistes de talent.

L'éradication des violences basées sur le genre et promotion des droits humains

Dans le cadre de sa participation à l'UNDAF-Sénégal et la mise en œuvre de son plan de travail 2014-2015 relatif au projet « Contribution de l'UNESCO au programme conjoint du SNU : éradication des violences basées sur le genre et promotion des droits humains » (PC-VBG/DH), l'UNESCO Dakar s'est engagée à soutenir les efforts nationaux dans la lutte pour l'éradication des violences basées sur le genre et la promotion des droits humains au Sénégal. Outre l'UNESCO les parties prenantes du PC-VBG/DH sont : ONUFEMMES, UNFPA, UNOHR et maintenant UNICEF. L'UNESCO Dakar a joué un rôle essentiel dans la conduite et l'orientation du programme, en assumant un leadership incontesté dans la réflexion et l'innovation autour de ce programme. Elle a ainsi apporté une contribution reconnue, en ce qui concerne notamment « la construction des ponts entre les différentes parties-prenantes », l'Approche basée sur les Droits Humains (ABDH/ HRBA) et les outils et démarches développés dans le cadre du MOST. Le plan d'action a été finalisé, l'UNESCO a conçu et dirigé l'exécution de sessions de formation en direction des journalistes et animateurs des radios communautaires sur des thèmes sociétaux dont la démarche a constitué un précédent historique que tous les acteurs ont apprécié.

En juillet et août 2015, les groupes ciblés appartenant à environ 80 radios et médias communautaires ont été formés sur les thématiques des VBG mais aussi sur d'autres transversalités pertinentes comme l'inclusion sociale, les questions de genre, les droits humains et la culture de la paix. La formation a permis d'augmenter la

capacité des professionnels des radios communautaires, qui y ont pris part, de mieux tenir compte des questions de genre, des droits humains, de l'inclusion sociale, de la citoyenneté, de la prévention des conflits et de la culture de la paix dans le processus global de collecte, de traitement et de partage de l'information. Les sessions ont regroupé 84 personnes dont environ 68 femmes et hommes occupant des positions différentes dans les médias visés avec un accent sur les animatrices et animateurs des radios communautaires.

Soutenir l'engagement civique des jeunes et leur participation

L'activité « Promoting development of national youth policies and supporting youth civic engagement and participation in socio-political, community and peace-building processes in West Africa – Sahel », qui concourt à la concrétisation de la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse (2014-2021), épouse les trois axes constitutifs de la Stratégie globale pour la jeunesse de l'UNESCO et vise essentiellement à accompagner les efforts du pays pour la revue et l'actualisation de la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ), avec la participation des jeunes (axe 1) ainsi que leur Plan d'action sectoriel pour sa mise en œuvre. Elle a ainsi contribué au renforcement des capacités des jeunes et des organisations de la jeunesse (axe 2) et à l'engagement citoyen des jeunes pour leur donner les moyens d'être des agents de paix dans leurs communautés, les aider à passer avec succès de l'école au monde du travail et prévenir la violence (axe 3). Cette activité a tenu compte des priorités et principes de programmation de l'UNESCO, notamment l'égalité entre les sexes, le HRBA et l'inclusion sociale a trouvé son ancrage dans les documents programmatiques des pays soutenus à savoir : le Congo Brazzaville, la Guinée Bissau, le Niger, et le Sénégal.

Au Niger, la PNJ s'inscrit dans l'axe 3. En décembre 2014, l'atelier de méthodologie tenu à Niamey sous l'impulsion de l'UNESCO avec la participation de toutes les parties prenantes a permis : a) une appropriation du processus et des enjeux de revue de la PNJ et de son Document d'opérationnalisation par toutes les différentes parties prenantes, au niveau national ; b) une appropriation de la méthodologie préconisée pour la réalisation de l'exercice, son enrichissement par les différentes parties prenantes, au niveau national ; c) un consensus sur les modalités les plus idoines pour garantir le caractère participatif du processus et l'implication des principaux acteurs/actrices au double niveau national et local ; d) l'adoption d'un calendrier indicatif et la mise en place d'un Comité Conseil pour accompagner le processus. Durant le premier semestre de 2015, à l'issue de la mission conduite à Niamey en décembre 2014, l'UNESCO Dakar a tenu une séance de briefing avec le ministre de la Jeunesse et des Sports qui a lui-même porté son appréciation très positive sur les résultats des étapes franchies. Les séances de travail tenues avec l'équipe du Cabinet ATLAS, les représentants du MJS et CNJ ont permis de finaliser les documents de travail et d'établir une meilleure coordination avec les autres ministères. Avec l'appui du RC-SNU les collègues de l'UNICEF, du PNUD et du FNUAP



Appui à la réinsertion sociale des enfants victimes de la crise malienne. Photo : UNESCO/M. Blanco

ont été mobilisés. Six ministres ont été physiquement présents à l'atelier en plus du Haut-Commissaire de l'initiative 3 N (Le Niger Nourrit le Niger). En sus des deux missions de suivi et de supervision des étapes clés, l'UNESCO a soutenu, en septembre 2015, l'atelier de validation du document provisoire. Outre le ministre de la Jeunesse et des Sports, cinq autres ministres concernés y ont pris part. Après la séance de briefing avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, il a été décidé d'intégrer les recommandations de tous les ministres et parties prenantes. En décembre 2015, à l'issue de l'atelier d'adoption et de vulgarisation, le document final a été officiellement remis aux plus hautes autorités en présence d'environ 100 représentants des jeunes venus de toutes les régions du Niger. Outre l'UNESCO, le FNUAP et l'UNICEF ont apporté une contribution financière et technique substantielle au processus.

Au Congo, en vue de répondre à la requête adressée à la Directrice Générale de l'UNESCO par le ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique (MJEC), une mission d'appui a été conduite à Brazzaville en mai 2015. De façon générale, elle a permis de s'entendre avec les autorités gouvernementales, notamment le MJEC sur la démarche préconisée par l'UNESCO pour la conduite du processus et un consensus obtenu sur l'impératif du caractère participatif de l'exercice et la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes. En Guinée Bissau, suite à la requête que le pays avait soumise à l'UNESCO pour solliciter un appui pour la finalisation de sa Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) une mission a été conduite à Bissau en mars 2015. A l'issue de la mission, l'UNESCO et le FNUAP ont décidé d'apporter un soutien conjoint au processus. La dernière mission d'appui technique conduite en septembre 2015 a permis d'orienter l'atelier de validation du premier jet de PNJ.

Pour le Sénégal, l'UNESCO Dakar a contribué à la pro-

duction du projet du document de Lettre de Politique Sectorielle de Développement – LPSD - réactualisée selon les nouvelles orientations stratégiques du Ministère avec le Plan Sénégal Emergent (PSE), conformément au guide méthodologique. Avec cet appui, le diagnostic participatif du secteur a été réalisé ; la Lettre de Politique sectorielle alignée sur les nouveaux axes et orientations stratégiques sectoriels a été validée ; des projets/programmes sectoriels ont été déclinés sur un horizon de cinq ans ; et un cadre de revue et de suivi des indicateurs sectoriels élaboré.

L'UNESCO Dakar a également assuré la mise en œuvre du projet extrabudgétaire "Youth-led social innovation project / Youth Action Net – Sénégal". Exécutée par l'International Youth Fondation (IYF), avec le « West Africa Research Center » (WARC), comme organisation partenaire au Sénégal, cette intervention a permis de renforcer la capacité de jeunes entrepreneurs afin de leur permettre de s'imposer dans leur domaine respectif d'activités et de les propulser au rang d'exemple. Outre le développement du programme et l'adaptation du curriculum de YouthActionNet au contexte du Sénégal, un « portail Internet pour le programme YouthActionNet Sénégal », une stratégie des médias sociaux avec une application et un système de sélection solide du partenaire local ont été réalisés par IYW dès le premier semestre de 2014. Après avoir conduit la sélection des meilleures initiatives menées par des jeunes innovateurs sociaux au niveau national, le WARC a assuré la formation des 16 lauréates et lauréats retenus sur l'innovation sociale. Après une cérémonie publique de reconnaissance des entrepreneurs par leurs communautés, les lauréates et les lauréats sont actuellement organisés en réseau et bénéficient du suivi des organismes exécutants.



Appui à la réinsertion des enfants victimes de la guerre, Tombouctou. Photo : UNESCO/M. Blanco

UNESCO Mali Sciences humaines et sociales

La lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent à travers l'éducation à la culture de la paix et la réinsertion sociale des jeunes victimes de la crise malienne de 2012.

Le secteur de SHS a mené des activités visant à promouvoir les activités dans le domaine de la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent à travers l'éducation à la culture de la paix et la réinsertion sociale des jeunes victimes de la crise malienne de 2012; la promotion de l'inclusion sociale, de la citoyenneté et de la jeunesse.

Pour ce faire, au cours de l'année 2015, le département a mis en œuvre différents projets en collaboration avec les ministères et les associations de la société civile concernés par les questions de jeunesse: l'accompagnement technique du gouvernement malien dans la réalisation de la politique nationale cadre de la jeunesse en collaboration avec le ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de la Jeunesse et de la construction citoyenne ; le projet d'appui à la réinsertion social des enfants victimes de

la crise malienne mené en collaboration avec l'ONG malienne TEMEDT et le soutien technique de l'Unité de la Protection de l'Enfance de la MINUSMA et le ministère de la Réconciliation Nationale et le soutien financier de la JUVENTUS FC ; et le programme interrégional, financé dans le cadre du Fonds d'Urgence 2013, dont l'objectif principal était d'évaluer le niveau inclusive de la dimension genre et des droits humains dans les politiques publiques dans le Sahel.

Dans le cas du Mali ce programme a abouti à la réalisation d'une étude ayant comme objectifs principal le soutien de l'état malien dans leurs efforts de « construction de sociétés plus inclusives, plus justes et plus équitables ». Ce programme a eu le soutien du ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et la Reconstruction du Nord et de la Commission Nationale malienne pour l'UNESCO.



CULTURE

développer les capacités pour protéger
le patrimoine d'Afrique de l'Ouest et
soutenir la créativité



Réinventer l'ancienne gare de Dakar. Biennale 2016. Photo : UNESCO/G. Alonso

Contexte : consolider les acquis et promouvoir les biens culturels pour le développement

En 2015 l'UNESCO a poursuivi son partenariat avec les gouvernements et les organisations de la société civile afin de mettre en œuvre des mesures pour protéger, sauvegarder, promouvoir et gérer de manière durable le patrimoine riche et diversifié de la région ainsi que ses industries créatives et ses cadres politiques.

Les conventions culturelles de l'UNESCO, fournissent un cadre général à ses différentes interventions. Son action a été étendue par le nouvel agenda 2030 du développement - où la culture est pour la première fois explicitement inclus - ainsi que par l'Agenda 2063 de l'UA.

Par une assistance technique et financière, UNESCO Dakar s'engage et soutient par des fonds réguliers et extrabudgétaires des activités de renforcement des capacités institutionnelles, en fournissant une assistance technique et des conseils stratégiques sur les nouveaux défis posés par la décentralisation des compétences culturelles au niveau local ou par la transition vers la radiodiffusion numérique, ainsi que sur l'appui des réseaux professionnels et experts.

Les conventions culturelles de l'UNESCO

Les conventions de l'UNESCO concernent la protection du patrimoine matériel ([Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial http://whc.unesco.org](http://whc.unesco.org)) la sauvegarde du patrimoine immatériel (Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel), ainsi que la protection du patrimoine culturel subaquatique (Convention de 2001). Le cadre normatif de l'UNESCO comprend également la lutte contre le trafic international illicite des biens culturels et la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Convention de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé et la Convention de 1970 sur les moyens d'interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels). Enfin, la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est concernée avec la diversité, la créativité et le développement

Burkina Faso

Soutenir l'inventaire du patrimoine, de nouvelles candidatures pour la Liste du patrimoine mondial, la décentralisation des politiques culturelles au niveau local et la mise en place du premier Centre de catégorie II sur la création contemporaine



- Une assistance technique et financière pour l'élaboration du dossier d'inscription d'une seconde propriété burkinabaise dans la Liste du patrimoine mondial (métallurgie ancienne des sites / Boosé et BWI) ;
- La célébration du 6ème anniversaire de l'inscription des ruines de Loropéni sur la liste du patrimoine mondial ;



- Le suivi, pour l'ensemble du pays, d'un inventaire du patrimoine culturel immatériel grâce à des interventions de renforcement des capacités et des projets de formation, réalisés par la Direction du patrimoine national et veille à une participation communautaire large. Inventaire et promotion du patrimoine culturel immatériel au Burkina Faso 2013-2016 ;
- Le soutien au processus législatif et administratif nécessaire pour lancer des opérations du Centre régional pour les Arts vivants en Afrique (CERAV / Bobo Diolaso) qui a été officiellement mis en place par le gouvernement en 2015. Il est le premier Centre de Catégorie II lié à la Convention de 2005 qui a été mis en place en Afrique ;
- Le soutien aux politiques pour les arts et la culture, notamment par le biais d'un projet IFDC sur un nouveau modèle de gouvernance basé sur la décentralisation des politiques culturelles et la conclusion réussie du projet de trois années sur l'adoption d'une stratégie d'éducation aux arts et à la culture pour tous les niveaux du système éducatif ;
- Les Indicateurs UNESCO de la Culture pour le Développement IUCD fournissent une première base de données mondiale pour le secteur de la culture au Burkina Faso et sa contribution au développement national. (<http://en.unesco.org/creativity/cdis>).

Cap Vert

Le soutien de l'inventaire du patrimoine immatériel, le renforcement des capacités sur la gestion du patrimoine mondial et l'appui des jeunes vers le secteur créatif

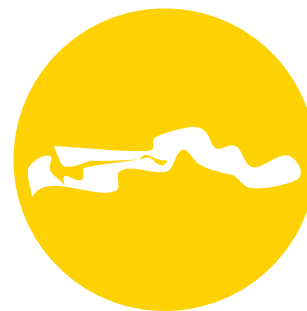


- Le soutien à la protection et la gestion de Cidade Velha, bien du patrimoine mondial, et promotion de la coopération Sud-Sud avec les autres pays PALOP : formation de trois semaines sur la gestion des risques (organisée par le Centre de catégorie II et le Fonds africain du patrimoine mondial en Février 2015) et sur la gestion des paysages urbains historiques (Mars 2015), ainsi que sur le développement des compétences et des aptitudes du personnel du PCI dans des domaines tels que le patrimoine subaquatique en développement ;
- Une assistance technique et financière pour mener un premier inventaire national sur le patrimoine culturel immatériel (PCI) du Cap Vert, mise en œuvre par l'Institut du patrimoine culturel, en mettant l'accent sur la participation active des jeunes dans les trois communautés et assurer la transmission intergénérationnelle des éléments du PCI tels que la médecine traditionnelle, les rituels et les techniques de transformation des aliments ;
- Une assistance financière et technique pour mettre à jour la liste indicative du Cap Vert et pour élargir les options du Cap Vert dans la désignation de nouveaux biens, les sites naturels, en particulier ;
- La publication du procès-verbal de la Conférence ministérielle 2013-14 sur l'emploi des jeunes dans l'économie créative ;
- Le soutien financier et technique à l'organisation du Projet de la Route des Esclaves du Comité Scientifique International (Novembre 2015).

Gambie

Lancement d'une vaste campagne d'évaluation des besoins du pays pour la sauvegarde du patrimoine immatériel et soutien à la gestion des biens du patrimoine mondial.

- Lancement d'une vaste campagne d'évaluation des besoins du pays pour la sauvegarde du patrimoine immatériel en 2015 qui orientera le projet de levée de fonds pour les activités prioritaires ;
- Nouveau plan de gestion de l'île Kinteh Kunta et des sites du patrimoine mondial qui lui sont liés, rendu possible grâce à l'aide financière et technique de l'UNESCO, qui a également appuyé la candidature d'une nouvelle liste indicative pour le patrimoine mondial.



Guinée Bissau

Renforcement de la protection et de la promotion du patrimoine

- Une nouvelle génération de professionnels de la culture a été formée à la demande du ministre d'État. Des offres de formation ont été proposées au personnel du service public (15 personnes) sur la conservation et la gestion du patrimoine mondial, ainsi que sur la sauvegarde du patrimoine immatériel et le patrimoine subaquatique ;
- Mise en œuvre de la coopération Sud-Sud entre les pays PALOP sur les projets du patrimoine culturel immatériel.



Mali

La reconstruction du patrimoine culturel malien

- Le secteur Culture, en collaboration avec le ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, a œuvré pour une meilleure reconnaissance du rôle de la culture dans le développement durable, la réhabilitation et la sauvegarde du patrimoine culturel endommagé des régions du nord Mali, la mise en place du projet d'assistance internationale pour la ville de Djenné et le suivi du projet sur les inventaires participatifs du patrimoine culturel immatériel et l'évaluation de besoins.
- De plus, le bureau de l'UNESCO à Bamako travaille à la formation et la sensibilisation régulières des militaires, des forces de police et du personnel civil de la MINUSMA sur l'importance de la protection et du respect du patrimoine culturel malien. Pour la promotion de l'intégration et de la synergie entre les Agences des Nations Unies et le gouvernement du Mali, l'UNESCO contribue également à la mise en œuvre de l'UNDAF+ 2015-2019, à travers l'Axe 1 - Paix, Sécurité et Réconciliation.
- Suite à de nombreuses missions réalisées par des experts internationaux et nationaux, des efforts ont été fournis entre juin 2013 et mars 2014 pour rassembler toute la documentation existante (documents, photos, dessins, etc.), afin d'améliorer l'état des connaissances sur les mausolées des saints.
- Des concertations et sensibilisations avec les communautés, des ateliers de formation avec les maçons traditionnels, ont été également organisés en vue de définir la stratégie de reconstruction et arrêter les détails constructifs à utiliser lors des chantiers de reconstruction.
- La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, s'est rendue le 18 juillet 2015, à Tombouctou où la plupart des mausolées détruits en 2012 par des groupes armés sont désormais reconstruits. Elle y a notamment rendu hommage aux communautés locales sans lesquelles cette reconstruction n'aurait pas été possible.
- Elle a salué le travail des maçons de Tombouctou dont la mobilisation et le savoir-faire ont été déterminants dans la reconstruction des édifices saccagés.
- La reconstruction des mausolées de Tombouctou, dont les plus anciens remontent au 13e siècle, a constitué un défi architectural et technique. La première phase des travaux, lancée en mars 2014, a servi de chantier





La Directrice générale en visite à Tombouctou, Mali. Photo: UNESCO/B. Ahmed

pilote. La deuxième phase, entreprise en février 2015, est sur le point d'être achevée.

- Un apport financier et technique remarquable de la communauté internationale, mais encore insuffisant pour garantir la réalisation totale du programme conjoint de l'UNESCO et du gouvernement malien de réhabilitation du patrimoine culturel endommagé. Le coût global de ce programme prévu pour quatre ans jusqu'en 2017 est estimé à près de 5,5 milliards de FCFA. Mais à ce jour seul 1,5 milliard a pu être mobilisé et il reste encore à trouver environ 3,5 milliards de FCFA.

Niger

Soutenir l'inventaire du patrimoine

- Trois inventaires du patrimoine immatériel ont été réalisés avec la participation des communautés grâce à une assistance technique et financière (Fonds ICH) de la Direction du patrimoine national : des conseils stratégiques à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le renforcement des capacités avec un accent particulier sur la révision des politiques et de la législation. Grâce à ce projet, qui a pris fin en 2015, le Niger a renforcé ses capacités et intensifié les efforts de sauvegarde. Les collectivités participantes ont reçu un livret d'enregistrement des faits importants des éléments du PCI inventoriés. Une exposition et des vidéos ont été produites et partagées avec les parties prenantes, en partenariat avec le CISP Niger.



Sénégal

La promotion du patrimoine mondial du Sénégal, l'amélioration de la gestion des sites et le soutien à la mise en œuvre de politiques pour la créativité

- Promouvoir et construire la notoriété des sites exceptionnels du patrimoine mondial au Sénégal à travers des expositions de photos, des voyages de presse, des programmes de radio et à travers l'organisation des Journées du Patrimoine ;
- Soutenir l'île de Gorée dans l'élaboration de son premier plan de gestion





Maisons côtières sur l'île de Gorée. Photo : CC-BY Manu25



Phacochères au Niokolo Koba, Sénégal.
Photo : CC-BY Niels Broekzitter

depuis 1978 et dans l'exécution de travaux de réparation d'urgence en raison de l'érosion côtière ;

- Soutenir l'île de Saint-Louis dans la mise en œuvre de son plan de sauvegarde (PSMV), en renforçant ses capacités de gestion des sites et en favorisant la coordination des donateurs par le biais de tables rondes et de missions d'assistance technique ;
- Soutenir le Parc national du Niokolo Koba dans l'amélioration des approches de comptage de la grande faune et dans la gestion du site. Assistance technique et financière lancée en Avril 2015, avec le soutien du Fonds du patrimoine mondial et autres donateurs ;
- Soutenir la consolidation de deux nouveaux centres d'interprétation dans la région du Delta du Saloum et la région Bassari ;
- Fournir une assistance technique et financière et des conseils stratégiques à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à travers un projet d'inventaire et assurer le suivi du projet pour l'inventaire des traditions musicales ;
- Dakar a été la seule ville africaine à se joindre au réseau des villes créatives de l'UNESCO en 2014. Une assistance technique a été fournie à la municipalité ;
- Soutenir le dialogue interministériel (Finances, Tourisme et Culture) et le dialogue entre les organisations publiques, privées et à but non lucratif visant à promouvoir les investissements dans le secteur de la création sénégalaise.



COMMUNICATION ET INFORMATION

promouvoir la liberté d'expression et
renforcer l'accès à l'information et à
la connaissance

Contexte : transition vers la radiodiffusion numérique et la tenue d'élections pacifiques

En 2015, le paysage médiatique a changé de façon spectaculaire en Afrique de l'Ouest du fait que la plupart des pays de la région aient migré vers la radiodiffusion numérique en juin. La croissance rapide de la téléphonie mobile et l'abordabilité de l'accès à Internet, l'utilisation croissante des médias sociaux par des journalistes citoyens commencent à avoir un impact sur le paysage des médias traditionnels. Pourtant, une grande partie de la population est encore rurale et les questions de base concernant l'accès aux médias restent primordiales.

Plusieurs pays de la région dont le Burkina Faso, le Cap Vert, le Niger, la Guinée-Bissau préparaient les élections du gouvernement et ont subi une certaine instabilité politique. L'instabilité sociale et les questions de sécurité accrue posent des défis croissants aux journalistes et à la pratique du journalisme.

Les circonstances uniques du paysage médiatique de l'Afrique occidentale nécessitaient des interventions ciblées de l'UNESCO et des activités axées sur la formation des journalistes, des professionnels des médias et des étudiants, en faisant campagne et en militant pour la liberté de la presse, et en soutenant le développement organisationnel des radios communautaires. De même l'UNESCO s'est réengagé dans les questions liées aux femmes, aux médias et au genre et a développé de nouvelles approches communes en partenariat avec le Bureau des Nations Unies du Haut-commissariat aux droits de l'homme, UNOWAS et l'ONG internationale Article 19.

La formation des journalistes et des professionnels des médias

Conjointement avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), et en partenariat avec le Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme pour l'Afrique de l'Ouest (HCDH-BRAO), le Centre d'information des Nations Unies, l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'UNESCO a accueilli un atelier régional de deux jours pour les hauts responsables des médias d'Afrique de l'Ouest (29 et 30 Septembre 2015). Comme plusieurs pays se préparaient à des élections dans la période 2015-16, l'atelier avait été conçu pour soutenir les médias dans de telles situations de couverture. 20 responsables de médias en Afrique de l'Ouest, des directeurs de télévision de Guinée-Bissau et de la Mauritanie, des rédacteurs en chef du Burkina Faso et la Guinée, des journalistes de Côte d'Ivoire et la Gambie, y ont pris part et ont échangé sur les problèmes rencontrés lors de la couverture des élections, sur les instruments internationaux relatifs aux élections, sur les cadres juridiques, sur les questions relatives au genre et aux groupes vulnérables (minorités, personnes handicapées, etc.), et enfin sur la collaboration entre les médias internationaux, régionaux, nationaux et locaux. Des publications et manuels de référence de l'UNESCO ont été distribués pour consultation et référence.

Mettant l'accent à un niveau national, deux autres formations ont été organisées au Burkina Faso et au Niger. Pour renforcer la capacité de jeune journaliste burkinabé dans les rapports et la gestion de l'information au cours de la période électorale, plus de 30 hommes et femmes journalistes -surtout de radio- ont été formés par des personnalités des médias chevronnés, y compris le directeur de la chaîne de télévision nationale, sur comment rapporter des élections de manière objective et constructive. Cette activité a été mise en œuvre en partenariat avec la Commission nationale pour l'UNESCO.

Plus de 75 journalistes professionnels des pays desservis par le bureau ont pris part aux activités de formation et de renforcement des capacités

Soutenir la sécurité et la sûreté des professionnels des médias

En coopération avec le Conseil supérieur de la communication (CSC) et la Commission nationale du Niger auprès de l'UNESCO, plusieurs événements de formation et de sensibilisation ont été organisés en Octobre 2015 à Niamey pour engager le dialogue et pour sensibiliser aux instruments internationaux existants sur la protection des journalistes dans les situations conflictuelles. 70 haut fonctionnaires militaires et de la sécurité ont participé à une conférence d'une journée mettant l'accent sur les principes clés de la Convention de Genève et ses protocoles, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit international humanitaire, la charte africaine des droits de l'homme et d'autres textes sur la sécurité des journalistes pour discuter des évolutions les plus récentes. Cette conférence a été suivie d'un atelier de formation de deux jours pour 25 journalistes, mettant l'accent sur le rôle des journalistes dans les conflits, sur leur sûreté et a souligné la nécessité de développer davantage de possibilités de dialogue entre les acteurs de la sécurité, et les professionnels politiques et des médias. Cela a été considéré comme particulièrement important afin d'aborder certains des défis associés à la couverture des conflits en particulier dans des contextes polarisés.

Faire campagne

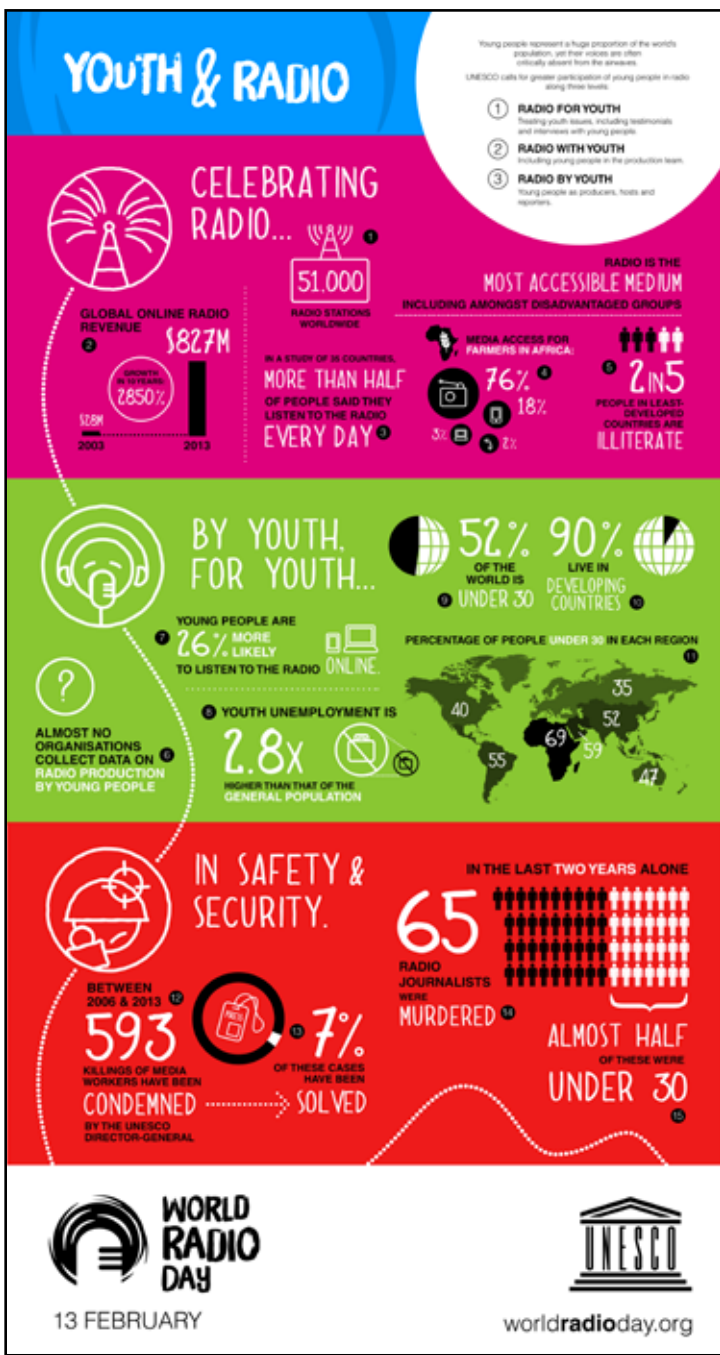
«Les jeunes et l'innovation dans la Radio» était le leitmotiv des célébrations de la Journée mondiale de la radio en 2015. En partenariat avec l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), Section Afrique, l'Union africaine de radiodiffusion et de télévision (UAR), la Commission nationale pour le Sénégal, l'école de journalisme CESTI/ Dakar, les Etudiants en Journalisme de l'Ecole Supérieure de Journalisme, des Métiers de l'Internet et de la Communication (E-jicom) et Hautes Etudes En Communication et Information (HEIC), les

Radios sur place en particulier les Radios Jeunes comme Afia Fm, Oxy-Jeunes et Manoré Fm, plusieurs activités ont été organisées, dont un débat sur « l'avenir de la radio » à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, un programme de radio interactif avec les jeunes des écoles associées de l'UNESCO à Afia Fm, Oxy-jeunes et Manore fm radios, ainsi qu'un concours de radio.

Des célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse ont été organisées en 2015 au Burkina et au Sénégal, entre autres. A Ouagadougou, la CNP-NZ un groupement d'associations d'éditeurs, d'associations et syndi-



Journée mondiale de la liberté de presse à Dakar. Photo : UNESCO



cats de journalistes a présenté une étude sur la liberté de la presse au Burkina. Au Sénégal, plus de 100 journalistes ont assisté aux célébrations organisées en collaboration avec le Bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, Article 19, et l'Union des professionnels de l'information et de la communication au Sénégal (SYNPICS), qui ont valorisé l'orientation des droits de l'homme dans le journalisme et ont lancé le magazine « Journalistes des droits de l'homme ». Cette publication, compilait les articles publiés par 17 jeunes professionnels des médias qui ont participé à la formation, sur la façon de traiter l'information du point de vue des droits humains, et couvrait les questions comme la souffrance silencieuse des albinos dans la région de Tambacounda, le poids de la vie de « casté » dans le Fouta, l'accès à l'eau autour du lac de Guiers ou encore le travail des enfants sur les sites d'orpillage dans la région de Kedougou. Cette opération a été réalisée conjointement par l'UNESCO, le HCDH, Article 19 et plus de 1000 exemplaires ont été produits à l'occasion.

L'amélioration des conditions de fonctionnement des radios communautaires

La Radio Bandafassi FM a été créée récemment dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies au Sénégal (MDGF) dirigé par l'UNESCO (2008-13). Grâce à l'appui du PIDC en 2015, les capacités de la radio communautaire ont été renforcées, afin de promouvoir une approche plus participative dans la production de programmes de radio, sensibles aux questions de diversité ethnique dans la région Bassari (SE Sénégal). Hébergée par le centre d'interprétation Bandafassi du site du patrimoine mondial du Pays Bassari, cette radio communautaire a été confrontée à un certain nombre de problèmes, notamment le manque d'alimentation électrique, une isolation

adéquate du studio et le manque de matériel de base, ainsi que de planification stratégique. Le projet comprenait trois volets, parmi lesquels l'amélioration du studio d'enregistrement - des cloisons ont été montées, le studio a été isolé et des panneaux solaires ainsi que des batteries ont été installés, permettant une certaine autonomie de la radiodiffusion. Du matériel technique, des ordinateurs, des chaises et des tables ont également été acquis. Des sessions de formation pour les animateurs de radio et les producteurs ont également été organisées, en se concentrant sur la collecte et le traitement de l'information, l'utilisation technique des installations de radio, la gestion administrative et financière de la radio

communautaire et enfin sa bonne gouvernance ; Plus de 23 stagiaires ont suivi ces quatre sessions de formation. Finalement et de manière à atteindre les différentes circonscriptions, une tournée des 17 villages a été organisée pour atteindre et sensibiliser les communautés locales à la Radio FM Bandafassi et pour identifier les sujets qui les intéressent afin d'élaborer les programmes futurs. Dans l'ensemble cette activité a contribué à consolider une jeune radio communautaire. Le fait que le studio de radio soit hébergé par un centre d'interprétation du site du patrimoine mondial, assure qu'à l'avenir le développement des compétences et les activités de maintenance seront assurés.

Impliquer davantage les femmes

Au cours de l'année 2015 des efforts ont été faits pour mettre en évidence le rôle des femmes dans les médias et créer un espace pour la voix des femmes en Afrique de l'Ouest.

Le renforcement des capacités des femmes journalistes dans les radios communautaires

Les directives prenant en compte les questions de genre pour les médias communautaires ont été réparties sur deux formations, destinées aux journalistes de radio communautaire/rédacteurs en chef, qui ont traité de la violence fondée sur le genre, des droits de l'homme et de l'inclusion sociale. Délivrées pour la plupart en wolof, les formations étaient dirigées par le réseau de radios communautaires des femmes d'Afrique de l'Ouest, conjointement avec le secteur des SHS ainsi que ONUFEMMES, et se sont tenues dans deux régions du Sénégal (Saly et Kaolack) en août 2015, regroupant plus de 70 participants aux profils et capacités de décision, au sein de leurs radios respectives, variés. Pendant deux semaines, ces formations ont permis le dialogue et ont rassemblé les gens autour d'une réflexion et analyse collective des situations réelles ou potentielles qui soulignent le déni des droits de l'homme et légitiment la violence fondée sur le genre par le biais d'émissions de radio, incitant les journalistes de plus de 50 radios communautaires à mieux comprendre le concept de violence basé sur le genre, les droits de l'homme et l'inclusion sociale et à avoir une autre perspective de la communication sociale.

Les femmes dans l'histoire africaine

Dans le cadre des efforts visant à assurer que les profils des femmes d'Afrique de l'Ouest soient inclus dans

le projet de l'UNESCO, la femme dans l'histoire de l'Afrique, et dans l'utilisation pédagogique globale de l'histoire générale de l'Afrique, deux modules, incluant biographies et unités pédagogiques en anglais et en français pour Aoua Keita (Mali) et Mariama Bâ (Sénégal) ont été produits en 2015. Une équipe de spécialistes et historiens nationaux et internationaux a mené des recherches et produit de la documentation sur ces deux femmes éminentes et modèles qui seront intégrées dans la plate-forme de formation ouverte de l'UNESCO en 2016. Le projet favorise une version davantage africain basée sur le genre et davantage équilibrée de l'histoire tout en soutenant l'accès, la préservation, la création et le partage de contenus éducatifs, scientifiques et culturel.

Etude régionale sur la perception et représentation de la femme dans les médias

A l'occasion d'une opération conjointe avec le HCDH et la Fédération internationale des journalistes, l'UNESCO Dakar a lancé en 2015 une étude régionale sur la perception et représentation de la femme dans les médias publics au Burkina Faso, en Gambie, au Niger, et au Sénégal. S'appuyant sur une enquête commune, l'étude vise à fournir une analyse comparative sur la façon dont les femmes sont représentées, à identifier les messages qui diffusent des stéréotypes blessants liés au genre, et à formuler des recommandations sur la façon dont la participation et l'accès des femmes à toutes les formes de médias peuvent être améliorés.

UNESCO Mali Communication et Information

Le secteur de communication a mené des activités dans le renforcement de capacité des animateurs des radios communautaires et les efforts de promotion de la participation des jeunes dans les médias. Pour ce faire, au cours de 2015 le département de communication a implémenté : le projet « Journalisme et citoyenneté » implémenté par la radio communautaire Belekan qui a eu comme objectif la promotion de la cohésion sociale en impliquant les jeunes et leur environnement immédiat à la défense des principes de citoyenneté et de droits humains à travers l'usage des TIC et l'atelier de présentation du manuel : « Rassembler les générations par le biais de la radio » afin d'aider les professionnels de la radio à élaborer des programmes axés sur les jeunes, ainsi à renforcer les compétences des jeunes en matière de reportage et de production radiophoniques, avec leur participation active. Cet atelier a abouti à la traduction du guide en langue nationale.

Rapport financier 2015 de l'UNESCO Dakar

Les dépenses 2015 de l'UNESCO Dakar (régulières et extra budgétaires cumulées) ont été globalement comparables à celles de 2014.

Concernant le budget ordinaire, l'allocation 2015 pour l'UNESCO Dakar s'élevait à 1,44 million de dollars américains, dont 1,31 million de dollars américains a été exécuté, soit un taux de 91 % pour cent d'exécution.

Sur les crédits affectés au titre du Programme ordinaire en 2015 (1,31 million de dollars américains), 859,000 de dollars américains US ont été dépensés pour les activités du programme. Le solde (452.000 de dollars américains) a été dépensé pour couvrir les frais d'administration, tels que les frais généraux et administratifs.

Les ressources extrabudgétaires exécutées au cours de l'année 2015 se sont élevées à 5,78 millions de dollars américains, ce qui représente 81% des dépenses totales pour les activités du programme. Le tableau ci-dessous indique la répartition du budget par secteur, la part des dépenses par source au sein de chaque secteur, ainsi que le poids de chaque secteur par rapport au total des dépenses de l'UNESCO Dakar.

État des dépenses de l'UNESCO Dakar en 2015 :

	Dépenses au titre du budget ordinaire (PR)	Dépenses au titre des projets extrabudgétaires	Dépenses totales	Part du budget ordinaire (%)	Part des projets extrabudgétaires (en%)	Poids par secteur (%)
CI	61 315	22022	83 337	74	26	1
CLT	102 568		102 568	100	0	2
ED	439 529	5 221 515	5 661 044	8	92	91
SC	181 229		181 229	100	0	3
SHS	137 148	34 718	171 866	79	21	3
Total	921 789	5 278 255	6 200 044			100

Le secteur de l'éducation représente 93% du budget total de l'UNESCO Dakar pour l'année 2015, ce qui reflète les modèles de décentralisation de l'UNESCO par secteur, en termes de programme et de budget, notamment en ce qui concerne les projets extrabudgétaires.

Il est toutefois important de noter que les contributions directes, fournies par les partenaires pour couvrir les coûts des activités conjointes, ne sont pas prises en compte par le système d'information financière de l'UNESCO.





Éducation
Sciences naturelles
Sciences humaines et sociales
Culture
Communication et information